

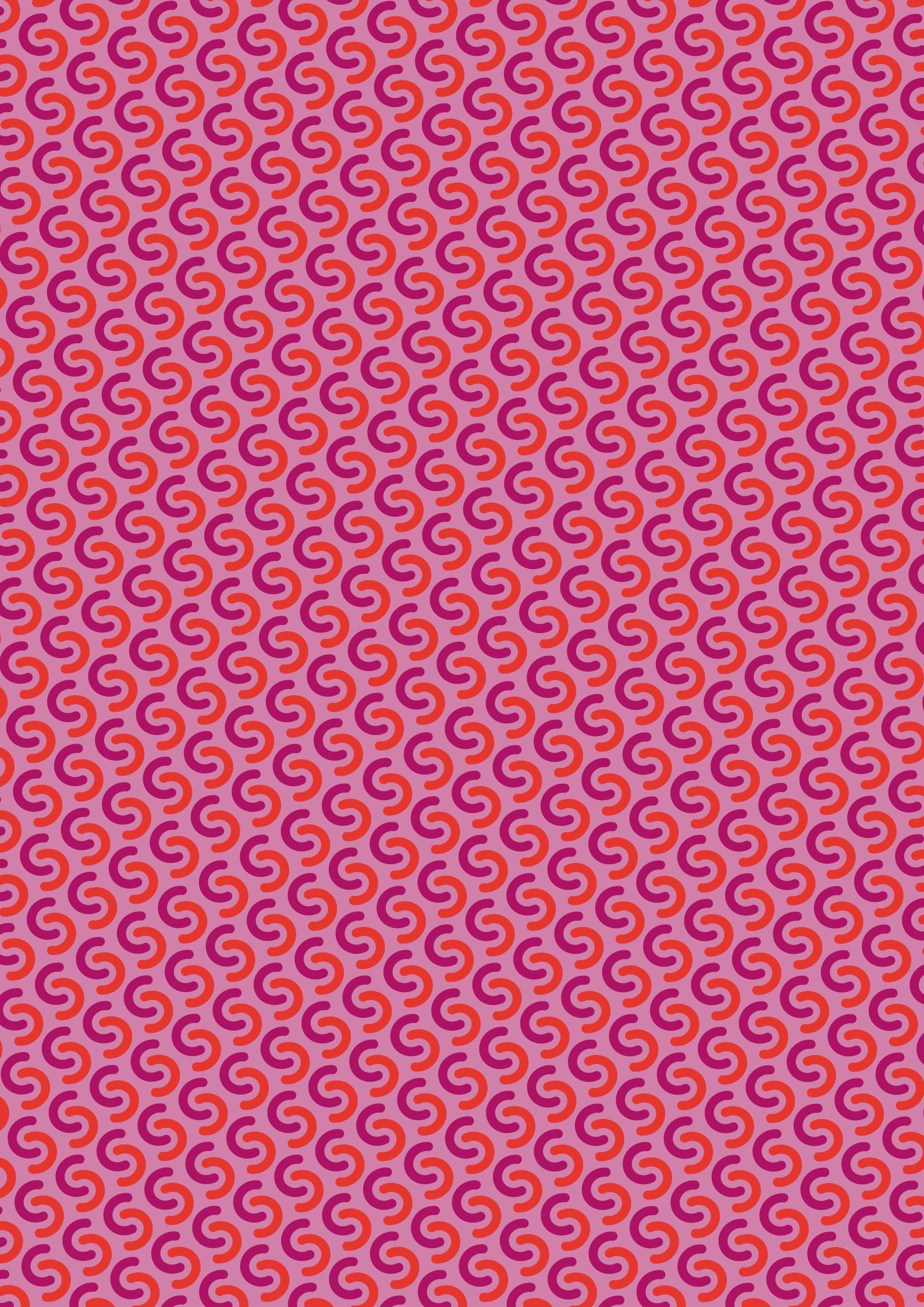


CSF

Contexte
des Sexualités
en France

Premiers résultats de l'enquête CSF-2023 Inserm-ANRS-MIE

13 novembre 2024



L'équipe de recherche

La recherche de l'Inserm « Contexte des sexualités en France » a été menée à l'initiative de l'ANRS-Maladies infectieuses émergentes, sous la responsabilité scientifique de Nathalie Bajos sociologue à l'Inserm, Caroline Moreau épidémiologiste à l'Inserm et Armelle Andro démographe à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et coordonnée par Aline Bohet ingénieure en santé publique pour l'Inserm. Le volet biologique de la recherche (PrévIST), a été réalisé sous la responsabilité de Florence Lot, épidémiologiste à Santé publique France, en collaboration avec le Centre National de Référence (CNR) des infections sexuellement transmissibles bactériennes et le CNR des papillomavirus.

L'équipe de recherche associe des chercheurs et chercheuses en sociologie, démographie, épidémiologie et économie de l'Inserm, de l'Ined, du CNRS, de Santé publique France, de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et de l'Université de Strasbourg.

Elle est composée de

Armelle Andro, *démographe* (Université Paris 1)
Nathalie Bajos, *sociologue* (Inserm-EHESS)
Rim Bellamine, *démographe* (Inserm)
Marie Bergström, *sociologue* (Ined)
Emmanuel Beaubatie, *sociologue* (Cnrs)
Aline Bohet, *santé publique* (Inserm)
Michel Bozon, *sociologue* (Ined)
Pierre-Yves Geoffard, *économiste* (Cnrs-EHESS)
Elise Marsicano, *démographe* (Université de Strasbourg)
Caroline Moreau, *épidémiologiste* (Inserm, Johns Hopkins University)
Laurent Rigal, *épidémiologiste* (Paris Saclay, Inserm)
Florence Lot, *épidémiologiste* (Santé publique France)
Claire Sauvage, *épidémiologiste* (Santé publique France)
Yann Le Strat, *statisticien* (Santé publique France)
Emmanuelle Rachou, *épidémiologiste* (ORS - Réunion)
Mathieu Trachman, *sociologue* (Ined)
Astrid Van Melle, *démographe* (CIC-Inserm Antilles-Guyane)

Les financeurs

La recherche a été sollicitée et financée par l'ANRS-Maladies infectieuses émergentes. Elle bénéficie également des contributions de l'Inserm et l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, avec le concours de Santé publique France (SpFrance), de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA) et de la Direction Générale de la Santé (DGS).

Remerciements

Nous remercions les 31 518 personnes qui ont accepté de participer à l'enquête et dont les réponses servent de base à ce travail, ainsi que les enquêteurs, enquêtrices et chargés·es d'étude de l'institut de sondage IPSOS. Nous remercions Louis Kuhn et Antoine Sireyjol, qui ont réalisé nombre des analyses statistiques présentées. Nous remercions également les membres du conseil scientifique de l'enquête, présidé par François Héran, anthropologue, professeur au Collège de France, et les membres du comité de pilotage, présidé par Alfred Spira, épidémiologiste, qui nous ont accompagné·es tout au long de l'enquête.

Contexte des Sexualités en France

CSF-2023

La quatrième enquête scientifique nationale sur la sexualité

Une première enquête scientifique sur les comportements sexuels des Français avait été menée en 1970 auprès de 2 600 personnes par Pierre Simon et son équipe (Simon 1972). Elle a été suivie en 1992 de l'enquête « Analyse des comportements sexuels en France », menée auprès de 20 000 personnes, sous la responsabilité d'Alfred Spira et Nathalie Bajos (Inserm), puis de l'enquête « Contexte de la sexualité en France » réalisée en 2006 auprès de 12 000 personnes sous la responsabilité de Nathalie Bajos et Michel Bozon (Ined) en 2006. Les deux dernières enquêtes, initiées et financées par l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS) ont donné lieu à de nombreuses publications (Spira et Bajos, 1993, Bajos *et al.* ; 1998, Bajos et Bozon 2008). Les résultats ont contribué à guider l'élaboration des politiques de santé sexuelle, notamment en matière d'infection par le VIH.

La nouvelle enquête « Contexte des sexualités en France » (CSF-2023) a nécessité 5 années de travail. Initiée à l'automne 2019, son calendrier a été retardé par la pandémie de Covid-19.

Ce document est la première présentation de la méthodologie et des premiers résultats. Ils sont présentés pour la France hexagonale.

Pierre Simon P., Gondonneau J., Mironer L. et Anne-Marie Dourlen-Rollier A.M., "Rapport sur le comportement sexuel des Français", Paris Julliard et Charron, 1972.

Alfred Spira, Nathalie Bajos et le groupe ACSF : "Les comportements sexuels en France", La Documentation française, Paris, 1993; Nathalie Bajos, Michel Bozon, Alexis Ferrand, Alain Giami et Alfred Spira, 1998, "La sexualité aux temps du sida", Paris, PUF, Collection "Sociologie d'aujourd'hui". Nathalie Bajos et Michel Bozon (Eds), "La sexualité en France. Pratiques, genre et santé". Éditions La Découverte, 2008.

Les objectifs de la recherche CSF-2023

Les transformations de la société française au cours des dernières décennies, tant sur le plan social et juridique, qu'économique et technologique, ont eu une incidence sur les représentations et les pratiques dans le domaine de la sexualité et de la santé sexuelle. Des changements importants sont survenus depuis la dernière enquête de 2006.

Les sexualités sont structurées par de nombreuses institutions et acteurs sociaux, elles sont encadrées par des normes sociales ; elles évoluent donc dans le temps. Dans l'enquête CSF-2023 comme dans les précédentes éditions, les sexualités sont étudiées selon trois composantes que sont les pratiques, les relations et les représentations.

La santé sexuelle quant à elle est définie par l'OMS comme *"un état de bien-être physique, mental et social qui requiert une approche positive et respectueuse de la sexualité et des relations sexuelles, ainsi que la possibilité d'avoir des expériences sexuelles qui soient sources de plaisir et sans risque, libres de toute coercition, discrimination ou violence"* (OMS, 2006).

L'enquête CSF-2023 permet d'étudier les différentes formes de sexualité et les pratiques en santé sexuelle à l'instar des recommandations les plus récentes du groupe de travail de l'OMS sur les enquêtes en santé sexuelle.

Dans la continuité des enquêtes précédentes, trois dimensions sont abordés dans la recherche :

- la diversification des représentations et des pratiques dans un contexte social marqué par l'évolution des rapports entre les femmes et les hommes, par les changements dans les modes de vie, par le développement des espaces numériques, par les enjeux liés au consentement et l'évolution du cadre normatif dans ce domaine.
- l'effet des conditions de vie sur la vie sexuelle en observant comment les situations familiales, économiques, professionnelles, administratives et résidentielles contribuent au développement de nouvelles pratiques, à façonner les capacités de négocier une sexualité choisie et des rapports sans risque, à accéder aux ressources en santé sexuelle et reproductive.
- les relations positives et/ou négatives entre différentes dimensions de la sexualité et l'état de santé (santé mentale, maladies chroniques ou limitations fonctionnelles) à différents âges de la vie. La recherche interroge aussi les nouvelles modalités d'accès au système de santé, en matière d'éducation à la sexualité, de choix et d'accès aux outils de prévention et de recours aux traitements via les plateformes numériques.

Enfin, la recherche CSF-2023 est conçue pour fournir des indicateurs clés permettant d'évaluer la stratégie nationale de santé sexuelle à l'horizon 2030.

Une méthodologie robuste qui a fait ses preuves

L'enquête CSF-2023 s'appuie sur la même méthodologie que les enquêtes téléphoniques précédentes tout en étendant le champ géographique et l'amplitude des âges étudiés, et en ajoutant un volet de recueil des données par internet.

Elle porte sur la France hexagonale et sur quatre territoires ultramarins : Martinique, Guadeloupe, Guyane et La Réunion. Elle concerne les personnes âgées de 15 à 89 ans, contre 18 à 69 ans dans les enquêtes précédentes.

Le dispositif associe un premier questionnaire conduit par téléphone (volet 1), suivi d'un auto-questionnaire rempli en ligne pour les répondants majeurs (volet 2) et d'un auto-prélèvement biologique pour les personnes majeures âgées de moins de 60 ans (volet PrévIST) pour estimer la prévalence des infections sexuellement transmissibles (IST). Le dispositif a fait l'objet de deux enquêtes pilotes afin de valider la méthodologie et tester les questionnaires.

La collecte des données auprès de 31 518 personnes

La sélection des individus repose sur la génération de numéros de téléphone aléatoires (80 % de téléphones portables, 20 % de téléphones fixes) suivie de la sélection d'une personne éligible (15-89 ans) par numéro. Au total, 21 259 personnes résidant en France hexagonale et 10 259 personnes résidant dans les territoires ultramarins ont participé volontairement à la recherche. Parmi elles, 17 135 adultes (12 906 en hexagone et 4 229 en Outre-mer) ont participé au volet 2 (questionnaire en ligne) et 5 735 répondants âgés de 18 à 59 ans ont participé au volet PrévIST (4 872 en hexagone et 863 en Outre-mer).

La collecte des données a démarré en novembre 2022 et s'est terminée en décembre 2023. Les entretiens ont été réalisés par 133 enquêteurs et enquêtrices de l'institut Ipsos, formés par l'équipe de recherche et les responsables de terrain de l'institut. Au total, les entretiens représentent 65 000 heures de travail pour les enquêteurs et enquêtrices, accompagnés quotidiennement par des chargés de terrain, ainsi que par les membres de l'équipe de recherche, afin d'assurer la qualité du recueil.

Des questionnaires détaillés

Le questionnaire téléphonique (volet 1), d'une durée moyenne de 34 minutes, explore les caractéristiques sociales et démographiques des individus et de leur partenaire actuel-le cas échéant, la santé (perçue, maladie chronique et limitations fonctionnelles), les opinions et représentations sur la sexualité, l'éducation à la sexualité, l'entrée dans la sexualité, le nombre de partenaires et les pratiques sexuelles dans la vie et au cours des 12 derniers mois, l'orientation sexuelle, la sexualité numérique, les caractéristiques du dernier rapport sexuel,

les violences sexuelles, les dysfonctions sexuelles, la satisfaction sexuelle et les pratiques préventives (préservatif, vaccination HPV, dépistage, contraception), les grossesses non prévues, et les infections sexuellement transmissibles.

Le questionnaire complémentaire auto-administré en ligne (volet 2), d'une durée moyenne de 30 minutes, reprend plus en détail certaines thématiques, (sexualité numérique, dernier rapport, grossesse, santé mentale) tout en explorant quelques sujets complémentaires (démédicalisation en santé sexuelle, discriminations, et suivi médical).

Certaines des questions posées sont comparables aux enquêtes précédentes permettant de rendre compte des évolutions dans le temps, tandis que d'autres reprennent les indicateurs de l'OMS sur les enquêtes sur la sexualité et la santé sexuelle pour permettre des comparaisons internationales.

Le dépistage des IST par auto-prélèvement

Un dépistage des principales infections bactériennes sexuellement transmissibles (*Chlamydia Trachomatis* -Ct-, *Neisseria Gonorrhoeae* -Ng- et *Mycoplasma Genitalium* -Mg-) a été proposé à toutes les personnes de 18 à 59 ans ayant déjà eu un rapport sexuel, ainsi qu'un dépistage des papillomavirus (HPV) aux 18-29 ans. L'objectif était d'estimer la prévalence des infections les plus fréquentes tout en évaluant la stratégie de vaccination HPV chez les plus jeunes. Les personnes acceptant de participer recevaient un kit d'auto-prélèvement (vaginal pour les femmes de 18 à 59 ans, urinaire pour les hommes de 30 à 59 ans et urinaire et pénien pour les hommes de 18 à 29 ans) à domicile à renvoyer par courrier au centre national de référence (CNR) des IST bactériennes qui réalisait les analyses pour les trois IST bactériennes et leur communiquait les résultats. Les prélèvements des 18-29 ans étaient ensuite envoyés au CNR des papillomavirus pour l'analyse des HPV.

Les enjeux éthiques d'une enquête sur les sexualités

La recherche a reçu l'approbation éthique du Comité de protection des personnes Sud Est 1 (CPP Sud Est 1), du Comité d'évaluation éthique de l'Inserm (CEEI-IRB), et de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Les personnes ont donné leur consentement oral pour participer à chaque partie de la recherche (entretien téléphonique, volet internet, volet biologique), après que les objectifs et les procédures leur ont été présentés. Ces informations leur étaient également fournies par écrit, courriel, SMS ou par consultation du site web de la recherche, sur lequel elles pouvaient aussi vérifier que leur numéro avait bien été tiré au sort pour participer. Enfin, les participant·es au volet PrévIST ont également confirmé leur accord par écrit lors du renvoi des auto-prélèvements.

Comme dans les éditions précédentes, une attention particulière a été portée aux réactions que pouvait susciter la participation à la recherche, en particulier pour les réponses aux questions sur les violences sexuelles. Des informations sur des structures de soutien psychologique

et juridique ont été fournies à toutes les personnes, que ce soit pour elles-mêmes ou une personne de leur entourage. Pour les enquêtrices et enquêteurs, une psychologue assurait des séances de soutien toutes les semaines avec celles et ceux qui souhaitaient parler d'éventuelles difficultés rencontrées. Des entretiens individuels leur étaient également proposés.

Taux de participation à l'enquête et représentativité de l'échantillon

L'enquête CSF-2023 se caractérise par un taux de réponse de 34 % en France hexagonale, sensiblement plus bas que les enquêtes précédentes. Cette baisse du taux de participation est observée dans toutes les enquêtes en population générale, en France et à l'étranger. Un total de 21 259 personnes ont répondu au questionnaire téléphonique dont 21 066 adultes étaient éligibles pour le deuxième volet, et 12 906 ont complété le questionnaire en ligne (61 %). Enfin, parmi les 15 280 personnes de 18-59 ans sexuellement actives éligibles pour le volet PrévIST, 4 872 (32 %) ont participé au dépistage des IST bactériennes et parmi les 2 959 personnes de 18-29 ans éligibles pour le dépistage HPV, 811 ont participé (27 % des éligibles).

Les données de CSF-2023 ont fait l'objet de pondérations pour tenir compte des probabilités d'inclusion et des non réponses. Ces pondérations, qui s'appuient sur les données de recensement, permettent d'obtenir des résultats représentatifs de la population âgée de 15 à 89 ans vivant en France.

Répartition par âge et sexe des personnes interrogées dans CSF-2023 pour la France hexagonale (%)

Âge	Femmes	Hommes
15-17 ans	0,9%	0,9%
18-29 ans	17,7%	18,5%
30-39 ans	17,4%	18,0%
40-49 ans	18,7%	19,2%
50-59 ans	20,5%	20,5%
60-69 ans	14,5%	14,0%
70-89 ans	10,3%	8,9%
Effectif total	11 019 (100%)	10 235 (100%)

Lecture : 17,7% des femmes interrogées dans CSF-2023 ont entre 18 et 29 ans

Source : CSF-2023 | Champ : Ensemble de l'échantillon CSF-2023 en France hexagonale

Note : Cinq personnes ont déclaré une autre réponse que femme ou homme

CSF

Fiabilité des réponses dans les recherches scientifiques sur la sexualité

La fiabilité des réponses est un enjeu central dans toutes les enquêtes scientifiques, en particulier lorsqu'il s'agit de sujets sensibles. Nombre de précautions ont été prises pour permettre d'obtenir des réponses fiables, c'est-à-dire des réponses qui reflètent les pratiques et opinions des personnes interrogées et non celles qu'elles pensent socialement dicibles ou valorisantes.

En premier lieu, les enquêtrices et enquêteurs ont tous et toutes été formés·es aux enjeux scientifiques et éthiques de l'enquête par l'équipe de recherche, garantissant la standardisation du recueil de données tout en créant une relation de confiance facilitant les déclarations sur des sujets sensibles.

En second lieu, la garantie express de la confidentialité et l'anonymat des réponses est une condition fondamentale pour que les personnes se sentent véritablement en confiance. De plus, il était demandé aux participant·es de s'isoler pour répondre à l'enquête.

Par ailleurs, certaines questions étaient posées au téléphone et par internet pour vérifier la cohérence des réponses.

Enfin, les analyses menées attestent de la cohérence des réponses avec les enquêtes précédentes en comparant les résultats obtenus sur les deux périodes d'observation et dans les mêmes générations.

La comparaison des résultats de CSF-2023, enquête qui s'appuie sur une méthode de sélection aléatoire, avec des enquêtes non scientifiques est délicate. Les échantillons de ces dernières ne sont pas véritablement représentatifs et sont construits selon la méthode des quotas, les modes de recueil des données diffèrent et les questions ne sont pas formulées de la même manière.

Premiers résultats

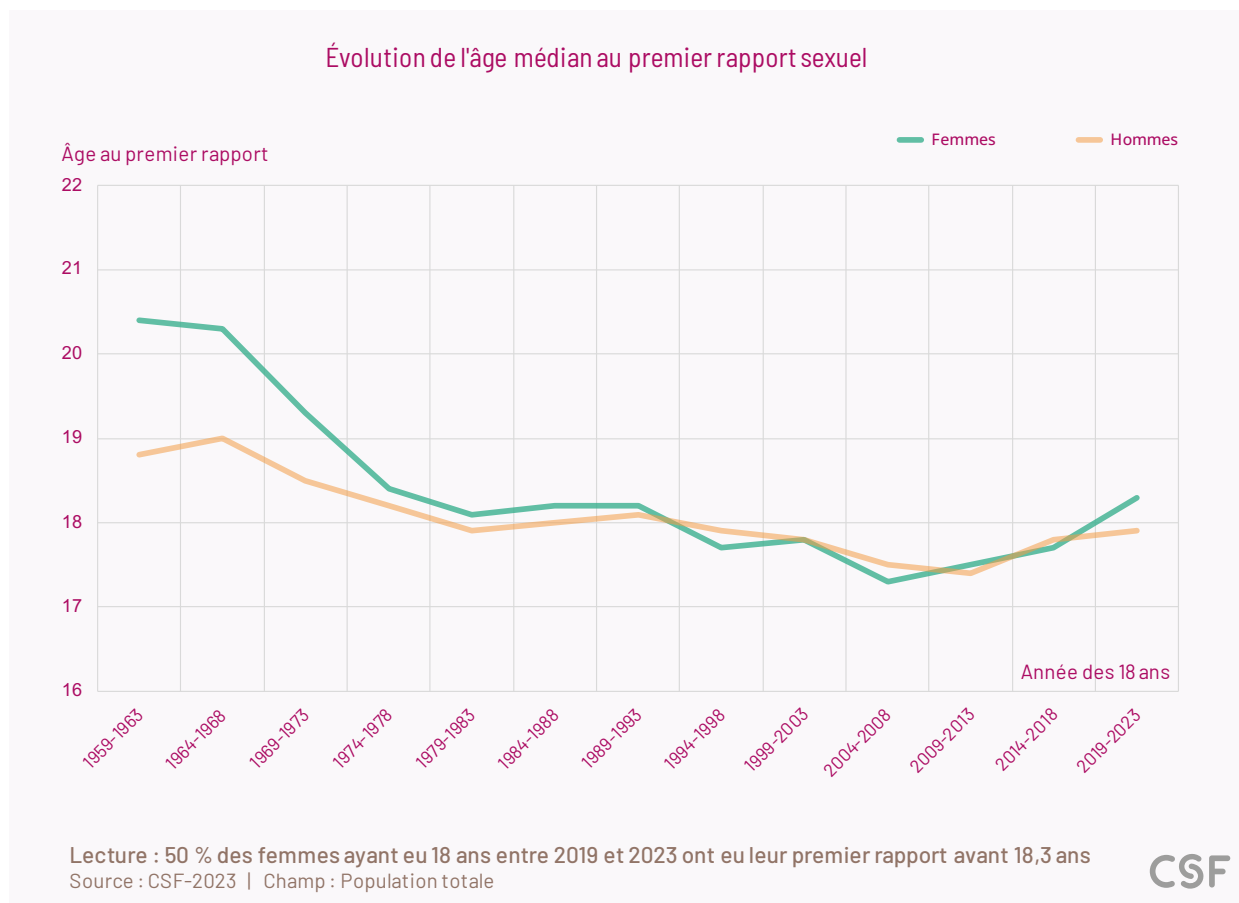
France hexagonale

1. Cartographie sociale des sexualités

Age au premier rapport sexuel : une remontée ces dernières années

En 2023, l'âge médian au premier rapport est de 18,2 ans pour les femmes et 17,7 ans pour les hommes

L'âge médian au premier rapport sexuel, c'est-à-dire l'âge auquel la moitié de la population a eu son premier rapport, a diminué de près de trois ans pour les femmes entre le début des années 1960 et le milieu des années 2000 (20,1 ans contre 17,3 ans) et d'un an et demi pour les hommes (18,8 ans contre 17,3 ans). Depuis la fin des années 2010, les tendances se sont légèrement inversées avec une augmentation de l'âge médian au premier rapport sexuel pour les deux sexes. En 2019-2023, l'âge médian atteint ainsi 18,2 ans pour les femmes et 17,7 ans pour les hommes. La remontée de l'âge médian au premier rapport sexuel s'observe également dans d'autres pays, notamment au Danemark, en Norvège, en Suède (Hansen *et al.* ; 2020) et aux États-Unis (Twenge *et al.* ; 2017).



Une augmentation du nombre de partenaires sexuel·les, un écart femmes/hommes qui reste important

En 2023, les femmes de 18-69 ans déclarent 7,9 partenaires en moyenne au cours de la vie et les hommes 16,4

Le nombre moyen de partenaires sexuel·les au cours de la vie chez les femmes de 18-69 ans ayant déjà eu un rapport sexuel a augmenté au fil du temps, passant de 3,4 partenaires en moyenne en 1992 à 4,5 en 2006 et à 7,9 en 2023. Pour les hommes, ces chiffres sont stables entre 1992 et 2006 (11,2 et 11,9 respectivement), et augmentent substantiellement pour atteindre 16,4 partenaires en moyenne en 2023.

Le multipartenariat dans les 12 derniers mois, c'est-à-dire le fait d'avoir eu plusieurs partenaires sexuel·les dans la dernière année, augmente lui aussi, en particulier chez les jeunes de 18 à 29 ans, passant de 9,6 % en 1992 à 19,3 % en 2006 et 23,9 % en 2023 pour les femmes, et de 22,9 % en 1992 à 29,0 % en 2006 et 32,3 % en 2023 pour les hommes.

Nombre moyen de partenaires sexuel·les au cours de la vie

Âge	Femmes			Hommes		
	1992	2006	2023	1992	2006	2023
18-29 ans	4,1	4,0	7,3	10,5	7,8	11,3
30-39 ans	4,4	5,2	9,8	12,4	12,1	17,2
40-49 ans	3,3	5,2	8,8	11,8	14,2	17,7
50-59 ans	2,3	4,3	7,4	10,7	13,8	18,0
60-69 ans	1,8	3,2	6,1	9,6	11,8	17,7
Ensemble	3,4	4,5	7,9	11,2	11,9	16,4

Lecture : En 2023, les femmes de 18 à 29 ans ont eu en moyenne 7,3 partenaires au cours de leur vie

Sources : ACSF-1992, CSF-2006, CSF-2023 | Champ : Population de 18-89 ans ayant déjà eu des rapports sexuels

CSF

La diffusion des pratiques sexuelles

En 2023, 72,9 % des femmes et 92,6 % des hommes de 18-69 ans déclarent avoir déjà pratiqué la masturbation

Le répertoire des pratiques sexuelles s'est sensiblement diversifié au fil du temps, et de plus en plus d'hommes et de femmes déclarent avoir expérimenté d'autres pratiques sexuelles (masturbation, sexe oral et rapports anaux) que les rapports vaginaux.

A tous les âges, les personnes déclarent plus souvent avoir déjà pratiqué la masturbation. L'augmentation est beaucoup plus prononcée chez les femmes. En 1992, 42,4 % des femmes de 18 à 69 ans déclaraient s'être déjà masturbées, 56,5 % en 2006 et 72,9 % en 2023. Chez les hommes du même âge, cette pratique est intégrée aux répertoires sexuels de longue date et l'augmentation est moins marquée, passant de 82,8 % en 1992 à 89,9 % en 2006 et 92,6 % en 2023.



Lecture : En 2023, 92,6 % des hommes ont déjà expérimenté la masturbation, et 72,9 % de femmes

Sources : ACSF-1992, CSF-2006, CSF-2023 | Champ : Population de 18-69 ans ayant déjà eu un rapport sexuel

* Population ayant déjà eu au moins une partenaire sexuelle

Le pourcentage de personnes ayant déjà expérimenté la fellation (réalisée ou reçue) au cours de la vie a également augmenté au fil du temps, passant de 63,2 % en 1992 à 78,3 % en 2006 et 84,4 % en 2023 chez les femmes, et de 75,3 % à 85,5 % et 90,5 % chez les hommes.

Des tendances similaires sont observées pour l'expérience du cunnilingus (réalisé ou reçu) au cours de la vie passant de 72,1 % en 1992 à 83,7 % en 2006 et 86,9 % en 2023 chez les femmes, et de 77,8 % à 85,7 % et 87,7 % chez les hommes.

La pratique de la pénétration anale (réalisée ou reçue) a également augmenté au fil du temps chez les femmes, passant de 23,4 % en 1992 à 35,2 % en 2006 et 38,9 % en 2023. L'augmentation est plus marquée chez les hommes passant de 29,6 % à 46,3 % et 57,4 %. Cette pratique est intégrée plus tardivement dans le répertoire sexuel, surtout chez les femmes, étant plus fréquente chez les personnes âgées de 30 à 39 ans que chez les 18-29 ans.

Ces évolutions donnent à voir l'élargissement des répertoires sexuels, observé depuis le début des années 1970, qui dessine une sexualité beaucoup plus diversifiée et de moins en moins restreinte aux rapports avec une pénétration vaginale. Il faut souligner que les écarts de déclarations entre les femmes et les hommes restent marqués, en particulier s'agissant de la pratique de la masturbation et de la pénétration anale.

Pluralité sexuelle et de genre

L'acceptation sociale de l'homosexualité et de la transidentité

En 2023, 69,6 % des femmes et 56,2 % des hommes de 18-89 ans considèrent que l'homosexualité est une sexualité comme les autres

En 2023, 41,9 % des femmes et 31,6 % des hommes de 18-89 ans considèrent que la transidentité est une identité comme une autre

L'acceptation sociale de l'homosexualité progresse ces dernières années mais reste plus faible chez les hommes. En 2023, 69,6 % des femmes de plus de 18 ans et 56,2 % des hommes du même âge pensent que l'homosexualité est une sexualité comme une autre. En 2006, les personnes qui déclaraient que l'homosexualité est une sexualité comme une autre étaient plus nombreuses que celles qui déclaraient qu'elles accepteraient que leur propre enfant soit homosexuel. Ce n'est plus le cas en 2023 : les personnes sont actuellement plus nombreuses à accepter l'éventuelle homosexualité de leur enfant qu'à reconnaître que l'homosexualité est une sexualité comme une autre.

Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte de changement des droits des couples de même sexe, marqué par la loi sur le mariage pour tous (2013) et par celle sur la législation ouvrant l'accès à la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires (2021). Les opinions sur la transidentité sont nettement moins favorables que celles sur l'homosexualité, puisque 41,9 % des femmes et 31,6 % des hommes considèrent qu'il s'agit d'une identité comme une autre. Accepter la transidentité éventuelle de son enfant est également moins fréquent :

cette acceptation concerne 40,5 % des femmes et 33,0 % des hommes qui déclarent qu'ils n'auraient pas de problème à accepter que leur enfant soit trans, et elle diminue de manière significative avec l'âge. Par ailleurs, 10,7 % des femmes et 10,8 % des hommes considèrent que la transidentité est un signe d'ouverture d'esprit.

Acceptation de l'homosexualité et de la transidentité en 2023 (%)

	Femmes	Hommes
L'homosexualité est une sexualité comme une autre	69,6%	56,2%
Vous n'auriez pas de problème à accepter l'homosexualité de votre enfant	77,9%	66,0%
La transidentité est une identité comme une autre	41,9%	31,6%
Vous n'auriez pas de problème à accepter que votre enfant soit transgenre	40,5%	33,0%

Lecture : En 2023, 69,6% des femmes et 56,2% des hommes de 18-89 ans considèrent que l'homosexualité est une sexualité comme une autre
Source : CSF-2023 | Champ : Population de 18-89 ans

CSF

La diversité des orientations sexuelles

En 2023, 8,8 % des femmes et 8,9 % des hommes de 18-89 ans déclarent avoir eu au moins un-e partenaire du même sexe au cours de la vie

L'orientation sexuelle renvoie à plusieurs dimensions qui ne se recoupent pas toujours : l'attirance au cours de la vie, les pratiques au cours de la vie et l'identification sexuelle actuelle.

L'attirance pour une personne de même sexe est plus souvent déclarée aujourd'hui que dans les enquêtes précédentes. En 2023, 13,4 % des femmes et 7,6 % des hommes de 18-89 ans déclarent avoir été attiré-es par des personnes de même sexe au cours de leur vie et, 1,5 % des femmes et 0,6 % des hommes déclarent avoir été attiré-es par des personnes indépendamment de leur genre (incluant ici des personnes non binaires). Ces constats sont plus marqués chez les jeunes de 18-29 ans qui sont 32,3 % pour les femmes et 13,8 % pour les hommes à rapporter une attirance pour des personnes de même sexe et respectivement 4,3 % et 1,7 % à rapporter une attirance pour des personnes indépendamment de leur genre.

Les relations sexuelles avec un-e partenaire du même sexe ont augmenté au fil du temps, en particulier au cours de la période la plus récente et pour les femmes. En 2023, 8,4 % des

femmes et 7,5 % des hommes de 18-89 ans déclarent avoir eu au moins un partenaire de même sexe et 0,4 % des femmes et 1,4 % des hommes uniquement des partenaires du même sexe. Ces expériences sont beaucoup plus fréquentes chez les personnes de 18 à 29 ans et pour la première fois en 2023, les femmes déclarent plus de rapports homosexuels que les hommes : 14,8 % des jeunes femmes déclarent avoir eu au moins un partenaire du même sexe (dont 1,3 % uniquement des partenaires du même sexe). Cette proportion est de 9,3 % (dont 2,7 % uniquement des partenaires du même sexe) pour les hommes du même âge.

En 2023, 1,3 % des femmes et 2,3 % des hommes de 18-89 ans définissent leur sexualité comme homosexuelle, 2,8 % des femmes et 2,3 % des hommes se disent bisexuels et 1,5 % des femmes et 0,6 % des hommes se considèrent pansexuel·les. Ces identifications non hétérosexuelles sont plus fréquentes chez les 18-29 ans, où 2,6 % des femmes et 3,2 % des hommes se considèrent homosexuel·les, 9,6 % et 4,3 % bisexuel·les et 3,1 % des femmes et 1,1 % des hommes pansexuel·les.

En considérant les recoupements entre pratiques, attirance et identification, on observe que plus d'une femme sur cinq (22,6 %) et un homme sur sept (14,5 %) n'est pas strictement hétérosexuel·le, dans le sens où elles et ils rapportent soit une attirance, soit des pratiques, soit une identité qui n'est pas hétérosexuelle. C'est particulièrement le cas des femmes âgées de 18 à 29 ans (37,6 % d'entre elles ne sont pas strictement hétérosexuelles, contre 18,3 % pour les hommes du même âge).

La remise en cause de l'hétérosexualité est ainsi plus fréquente chez les jeunes générations, celles-ci ayant grandi, à la différence de leurs parents et grands-parents, dans une période de forte évolution des droits et de la visibilité sociale des personnes LGBTQA+. La remise en cause de l'hétérosexualité est aussi plus remarquable chez les femmes : il y a pour elles plus à gagner à s'orienter vers d'autres possibles sexuels en raison notamment des inégalités et des violences persistantes au sein du couple hétérosexuel (et qui sont de plus en plus documentées via la diffusion croissante des idées féministes).

Personnes trans et personnes ayant pensé à changer de genre

En 2023, 1 personne sur mille a entrepris des démarches pour changer de genre et 2,3% des femmes et 2,4% des hommes déclarent avoir pensé à changer de genre

Au total, une personne sur mille (0,1 % de la population) déclare avoir entrepris des démarches pour changer de genre.

Par ailleurs, 2,3 % des femmes et 2,4% des hommes de 18-89 ans déclarent avoir déjà pensé à changer de genre, ce qui peut inclure des expériences de non-binarité et/ou des interrogations sur sa féminité/masculinité. Les personnes de 18 à 29 ans sont les plus nombreuses dans ce cas (6 % des femmes et des hommes dans cette tranche d'âge). Ces déclarations n'indiquent pas qu'une transition de genre sera entreprise, mais elles témoignent d'une réflexivité croissante des jeunes générations au sujet de leur appartenance de genre.

Enfin, la remise en cause de son sexe assigné à la naissance est en partie associée à la remise en cause de l'hétérosexualité. Parmi les personnes non strictement hétérosexuelles, 6,9 % des femmes et 11,0 % des hommes ont déjà pensé à changer de genre, contre 1,0 % de celles et ceux qui sont strictement hétérosexuel·les.

Les sexualités dans les espaces numériques : une révolution en marche

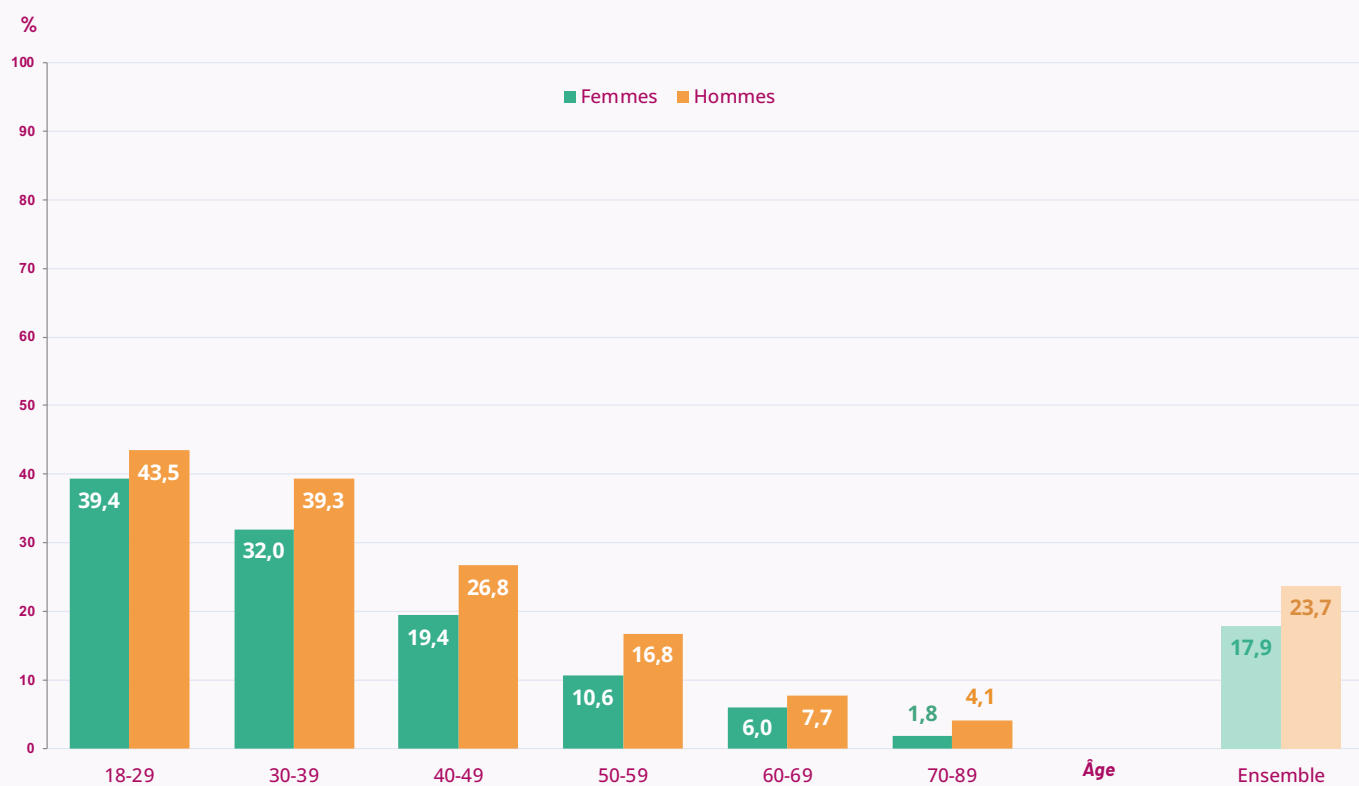
En 2023, 33 % des femmes et 46,6 % des hommes ont eu une expérience sexuelle en ligne avec une autre personne (connexion à un site dédié, rencontre d'un partenaire, échange d'images intimes)

Les activités sexuelles en ligne se sont massivement développées avec les avancées technologiques depuis une vingtaine d'années. Dans l'enquête CSF-2006 déjà, 10 % des femmes et 13 % des hommes interrogés s'étaient déjà connectés à un site de rencontre. Le développement massif des outils numériques a ouvert de nouveaux espaces de sociabilité et de nouveaux modes d'échanges sexuels dont on connaît encore mal l'ampleur dans la population. Les rares études qui portent sur le sujet se focalisent souvent sur les modes de rencontre en ligne, sur l'effet de ces nouveaux espaces de socialisation sur les plus jeunes et sur les risques sociaux et de santé qui ont émergé dans ce cadre. On connaît encore très peu en France la manière dont ces nouveaux usages se sont diffusés dans les échanges sexuels et ont potentiellement modifié les pratiques sexuelles en elles-mêmes.

L'enquête CSF-2023 permet pour la première fois de mesurer certaines de ces pratiques dans l'ensemble de la population. Globalement, 33,0 % des femmes et 46,6 % des hommes de 18 à 89 ans interrogés dans CSF-2023 ont déjà eu une expérience sexuelle en ligne avec une autre personne (s'être connecté à un site de rencontre, avoir rencontré un ou une partenaire sexuel·le en ligne, avoir échangé des images ou des vidéos intimes). Ces pratiques sont beaucoup plus fréquentes parmi les personnes les plus jeunes et parmi les minorités sexuelles : 63,9 % des femmes de moins de 30 ans et de 72,8 % des hommes du même âge ont déjà eu des expériences de ce type, de même que 66,6 % des femmes et 73,4 % des hommes qui déclarent une orientation non hétérosexuelle.

En 2023, 17,9 % des femmes et 23,7 % des hommes ont déjà rencontré un ou une partenaire sexuel·le par le biais d'un site ou d'une application de rencontre. C'est le cas de 39,4 % des femmes de moins de 30 ans et de 43,5 % des hommes du même âge.

Avoir déjà rencontré un·e partenaire sexuel·le en ligne (%)



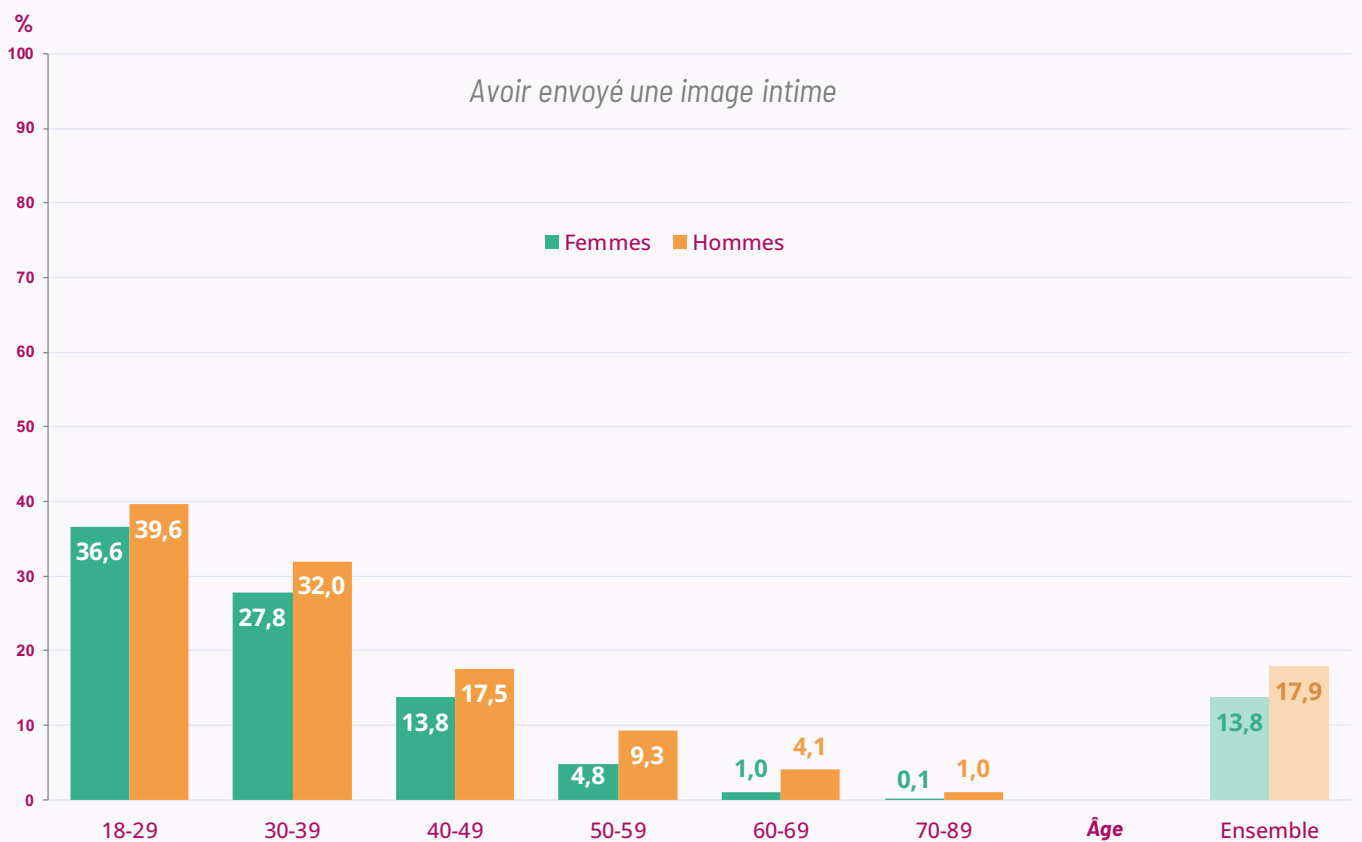
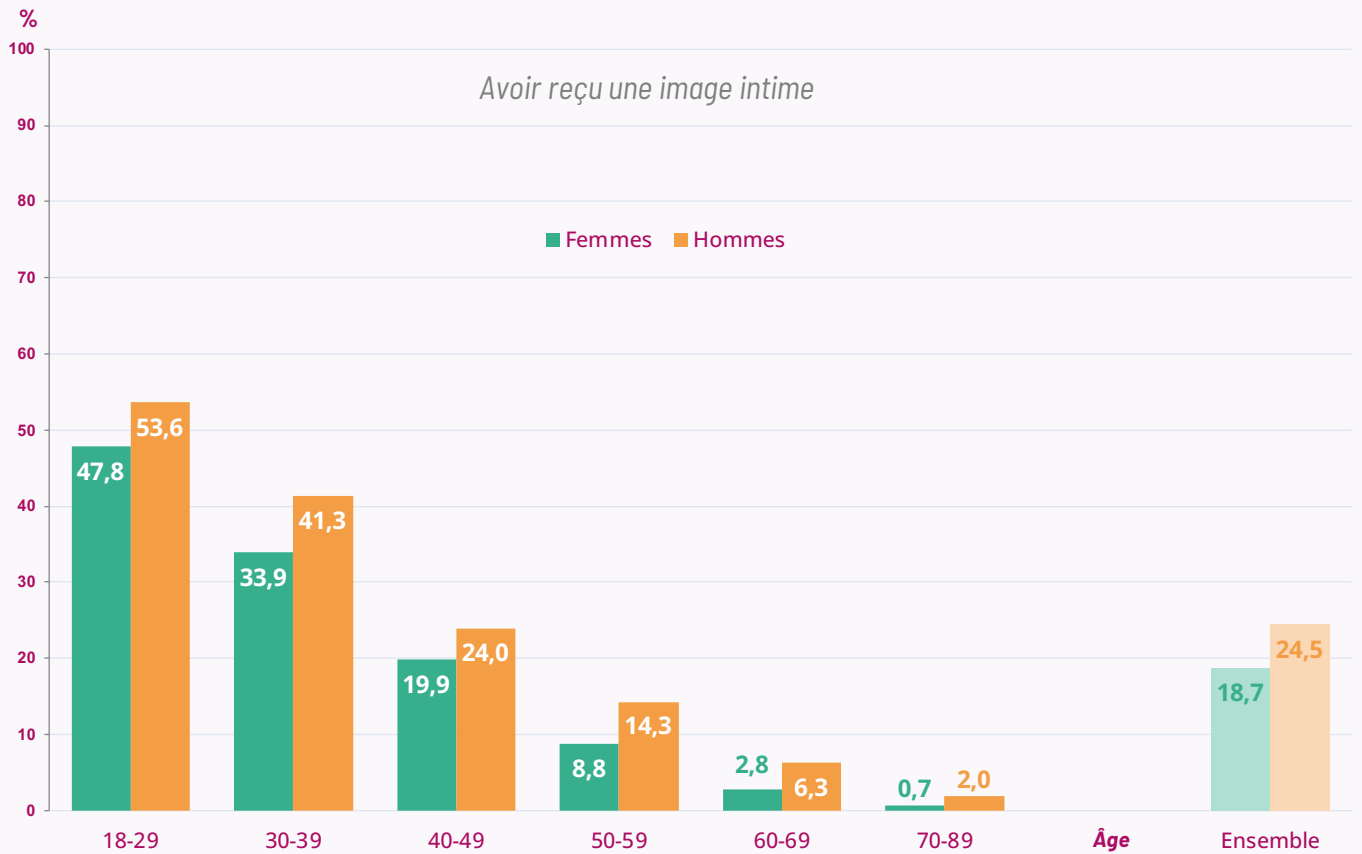
Lecture : En 2023, 39,4 % des femmes âgées de 18 à 29 ans ont déjà rencontré un·e partenaire sexuel en ligne et 43,5 % des hommes

Source : CSF-2023 | Champ : Population 18-89 ans

CSF

L'activité sexuelle elle-même peut être numérique quand elle s'appuie sur un échange à distance et sur le partage d'images intimes (c'est-à-dire des images ou vidéos montrant des parties génitales). Le fait d'avoir envoyé une image intime au cours de sa vie ne concerne que 13,8 % des femmes et 17,9 % des hommes de 18 à 89 ans. Cependant, ces pratiques sont beaucoup plus fréquentes chez les plus jeunes : 36,6 % des femmes et 39,6 % des hommes de 18-29 ans ont déjà envoyé une image intime et 47,8 % des femmes et 53,6 % des hommes de cet âge ont déjà reçu une image de ce type.

Avoir déjà échangé des images intimes en ligne (%)



Lecture : En 2023, 39,6 % des hommes de 18-29 ans ont déjà envoyé une image intime

Source : CSF-2023 | Champ : Population de 18-89 ans

CSF

L'enquête permet de décrire le contexte de ces échanges en particulier en terme de consentement. A la question sur le consentement lors du dernier échange de ce type, 54,8 % des femmes et 68,7 % des hommes indiquent avoir explicitement consenti à recevoir cette image, tandis que 16,6 % des femmes et 25,0 % des hommes disent qu'ils ne se sont pas posé la question en ces termes. Enfin 28,7 % des femmes et 6,3 % des hommes déclarent n'avoir pas été consentant·es.

Consentement à recevoir la dernière image intime selon le profil de l'envoyeur (%)

Image intime envoyée par	Femmes	Hommes
Le partenaire actuel ou le conjoint	77,0%	71,4%
Une personne connue	51,0%	73,6%
Une personne inconnue	22,4%	57,2%
Ensemble	54,8%	68,7%

Lecture : En 2023, 22,4 % des femmes et 57,2 % des hommes étaient consentant·es la dernière fois qu'elles ou ils ont reçu une image intime envoyée par une personne inconnue

Source : CSF-2023 | Champ : Population de 18-89 ans

CSF

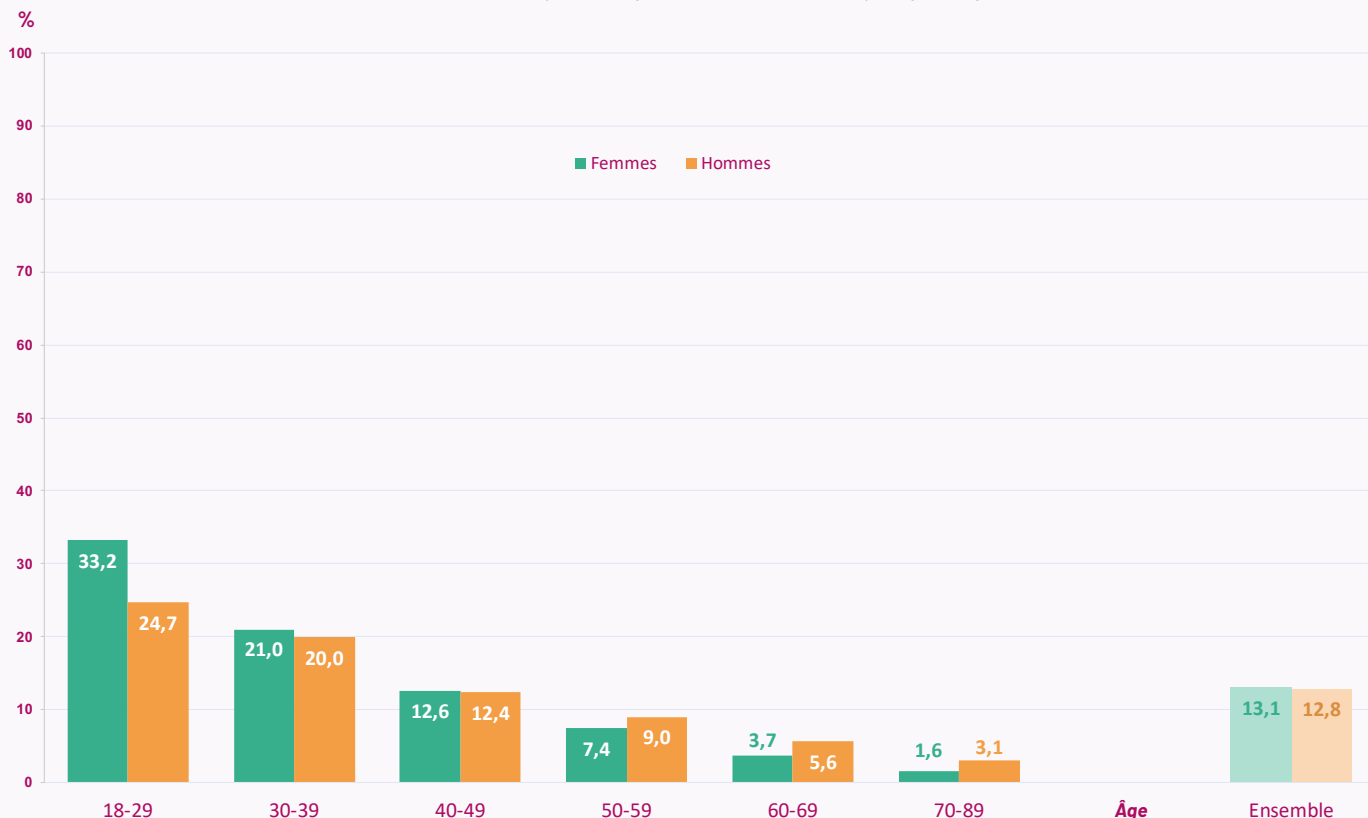
Le niveau de consentement diffère sensiblement selon la personne qui a envoyé cette image et les hommes et les femmes répondent très différemment à cette question. Si 77,0 % des femmes étaient consentantes quand la dernière image intime reçue venait de leur partenaire ou de leur conjoint, c'est seulement le cas de 51,0 % d'entre elles quand il s'agissait d'un ami ou d'une connaissance et de 22,4 % d'entre elles quand il s'agissait d'un inconnu. Pour les hommes en revanche, la proportion de consentement est du même ordre qu'il s'agisse de la/du conjoint ou d'une connaissance et il reste élevé (57,2 %) même lorsqu'elle est envoyée par un ou une inconnue.

L'enquête permet enfin de quantifier l'ampleur des expériences préjudiciables en ligne. Elles sont mesurées en agrégeant les différentes formes de harcèlement sexuel (réception de messages ou d'images intimes ou sexuelles non sollicités, diffusion à son insu d'images intimes).

En 2023, 13,1 % des femmes et 12,8 % des hommes déclarent avoir vécu une expérience préjudiciable en ligne. Cette proportion atteint une femme sur 3 et un homme sur 4 chez les moins de 30 ans. Ces expériences préjudiciables sont logiquement plus courantes chez les jeunes compte tenu de leur plus forte présence dans les espaces numériques, mais elles peuvent se produire à tout âge et elles concernent presque autant les hommes que les femmes après 30 ans.

Avoir déjà vécu une expérience préjudiciable* en ligne (%)

* Harcèlement sexuel, réception d'images intimes non consenties, partage d'images intimes à son insu



Lecture : En 2023, 33,2 % des femmes de 18-29 ans ont déjà vécu une expérience préjudiciable en ligne, et 24,7 % des hommes de la même classe d'âge

Source : CSF-2023 | Champ : Population de 18-89 ans

CSF

La diffusion de ces nouvelles pratiques numériques au cours des 20 dernières années transforme peu à peu le cadre social des pratiques et des relations sexuelles. Ce constat est identique dans tous les pays qui ont mené des études sur le sujet (Mori *et al.* ; 2020). Si ces expériences sont pour la plupart positives, elles peuvent aussi conduire à des situations préjudiciables et produire des effets délétères notamment en termes de santé mentale. D'un point de vue de la réduction des risques, il est nécessaire de développer des politiques d'éducation tout au long de la vie sur ces nouvelles formes d'échanges intimes, ainsi que des politiques de prise en charge des personnes confrontées aux violences sexuelles numériques qu'elles peuvent engendrer.

Des violences sexuelles de plus en plus déclarées

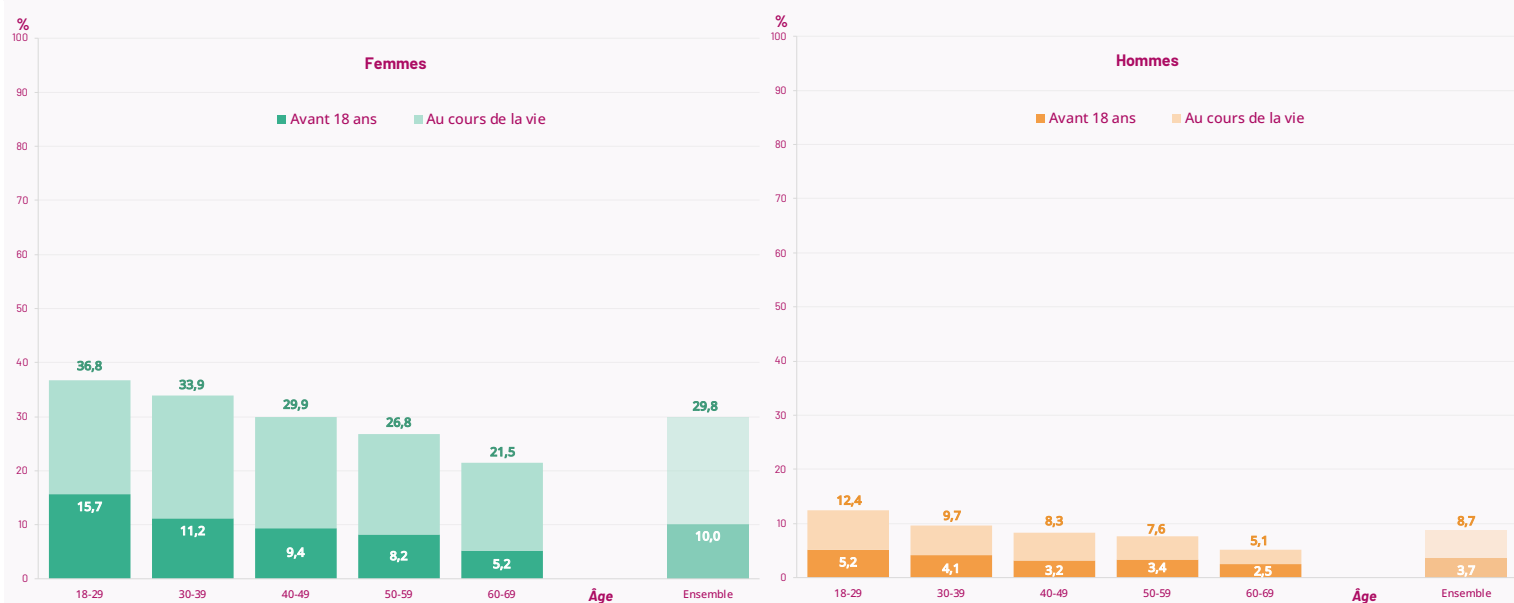
En 2023, 29,8 % des femmes et 8,7 % des hommes de 18-69 ans déclarent avoir subi un rapport forcé ou une tentative de rapport forcé au cours de leur vie

Les déclarations de violences sexuelles ont sensiblement augmenté au fil du temps. L'augmentation est nette entre l'enquête de 2006 et celle de 2023 : 15,9 % des femmes de 18-69 ans déclaraient avoir subi un rapport forcé ou une tentative de rapport forcé en 2006

et ce chiffre atteint 29,8 % en 2023. Chez les hommes, les chiffres passent de 4,6 % en 2006 à 8,7 % en 2023. La hausse est particulièrement marquée chez les jeunes de 18-29 ans, passant de 16,5 % à 36,8 % pour les femmes et de 4,7 % à 12,4 % pour les hommes. Nombre de ces violences sont survenues alors que la personne était mineure au moment des faits.

Ces évolutions peuvent traduire à la fois une augmentation de la capacité à qualifier les faits de violence et une augmentation de la fréquence de tels événements, mais aussi une plus grande facilité à les évoquer dans le cadre d'une recherche. La comparaison des indicateurs concernant la même génération entre deux enquêtes suggère un effet de déclaration, puisque 19,5 % des femmes âgées de 30 à 39 ans en 2006 ont déclaré des violences sexuelles, ce chiffre s'élevant à 26,8 % 17 ans plus tard, chez les femmes âgées de 47 à 56 ans en 2023. L'effet déclaratif ne suffit pas à rendre compte des évolutions et la définition même d'une violence sexuelle s'est modifiée au fil du temps. Rappelons par exemple que le viol conjugal n'est reconnu dans la loi que depuis 1992. Des actes autrefois considérés comme "normaux" peuvent ainsi désormais être qualifiés, à juste titre, de rapports forcés.

Violences sexuelles (tentative de rapport forcé et rapport forcé) au cours de la vie et avant 18 ans (%)



Lecture : En 2023, 36,8% des femmes de 18-29 ans ont déclaré avoir subi un rapport forcé ou une tentative de rapport forcé dont 15,7% avant 18 ans
 Source : CSF-2023 | Champ : Population de 18-69 ans



Baisse de certains indicateurs d'activité sexuelle

En 2023, 77,2 % des femmes et 81,6 % des hommes de 18-69 ans déclarent avoir eu une activité sexuelle avec un partenaire au cours de l'année

L'activité sexuelle dans les 12 derniers mois ainsi que la fréquence des rapports dans les 4 dernières semaines ont diminué au fil du temps, pour les deux sexes et dans tous les groupes d'âge. En 1992, 86,4 % des femmes âgées de 18 à 69 ans avaient eu des rapports sexuels au cours de l'année écoulée ; cette proportion est passée à 82,9 % en 2006 et à 77,2 % en 2023. De même, le pourcentage d'hommes ayant eu des rapports sexuels au cours de l'année écoulée est passé de 92,1 % en 1992 à 89,1 % en 2006 et 81,6 % en 2023. La baisse est beaucoup moins marquée chez les personnes qui vivent en couple. Il reste que la très grande majorité de la population a eu une activité sexuelle dans l'année, y compris aux âges les plus avancés.

Avoir eu des rapports sexuels dans les 12 derniers mois (%)

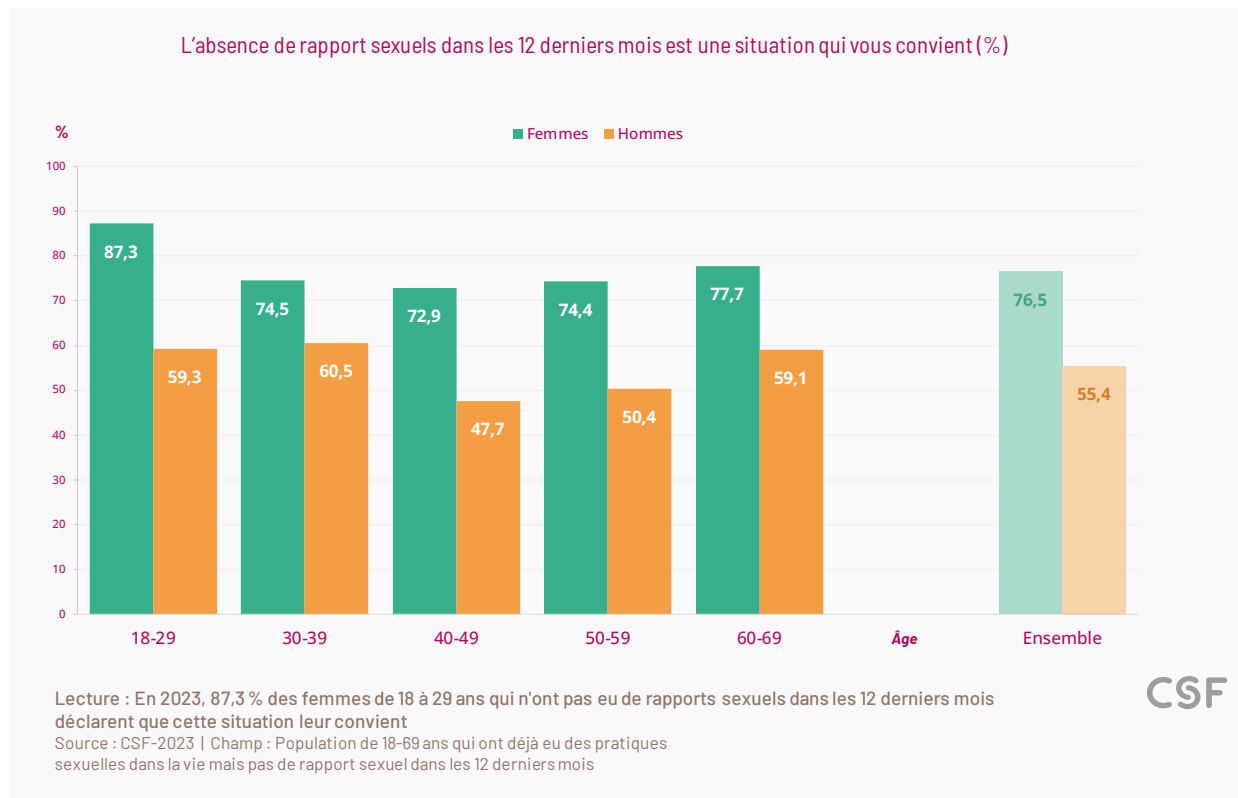
CSF

	Femmes					
	18-29 ans			18-69 ans		
	Couple	Célibataire	Ensemble	Couple	Célibataire	Ensemble
1992	99,4%	64,9%	83,7%	96,7%	55,1%	86,4%
2006	96,7%	58,2%	85,5%	93,2%	40,8%	82,9%
2023	96,0%	51,2%	79,4%	90,9%	36,7%	77,2%

	Hommes					
	18-29 ans			18-69 ans		
	Couple	Célibataire	Ensemble	Couple	Célibataire	Ensemble
1992	99,5%	75,9%	85,9%	98,0%	74,0%	92,1%
2006	96,9%	69,6%	85,3%	96,6%	61,0%	89,1%
2023	95,4%	51,6%	74,1%	93,7%	49,2%	81,6%

Lecture : En 2023, 96% des personnes en couple ont eu au moins un rapport sexuel dans les 12 dernier mois
Sources : CSF-1992, CSF-2006, CSF-2023 | Champ : Population de 18-69 ans

Les femmes qui n'ont pas eu de rapports sexuels dans l'année écoulée déclarent majoritairement que cette situation leur convient, notamment les plus jeunes et les plus âgées. Les hommes déclarent moins fréquemment se satisfaire d'une telle situation, notamment les 40-59 ans.



L'enquête montre également que, parmi les personnes de 18-69 ans ayant eu un rapport sexuel dans l'année, la fréquence de rapports dans les 4 dernières semaines a diminué de 8,1 en 1992 à 8,6 en 2006 et 6,0 en 2023 pour les femmes et de 9,0 en 1992 à 8,7 en 2006 et 6,7 en 2023 pour les hommes. Cette baisse s'observe également chez les couples cohabitants.

Par ailleurs, la proportion de personnes de 18-69 ans ayant eu souvent ou parfois des rapports sexuels pour faire plaisir à leur partenaire sans en avoir vraiment envie elles-mêmes a diminué depuis le milieu des années 2000 chez les femmes, passant de 50,9 % en 2006 à 43,7 % en 2023, alors qu'elle est restée stable chez les hommes (24,4 % en 2006 et 23,4 % en 2023).

Âge	Femmes			Hommes		
	1992	2006	2023	1992	2006	2023
18-29 ans	10,1	11,0	7,9	11,1	12,3	9,1
30-39 ans	9,3	9,5	6,9	10,4	9,4	7,7
40-49 ans	9,1	8,5	6,2	9,9	8,8	7,1
50-59 ans	5,3	7,0	5,0	6,9	6,9	5,8
60-69 ans	4,4	5,2	3,3	5,4	5,7	4,3
Ensemble	8,1	8,6	6,0	9,0	8,7	6,7

Lecture : En 2023, les hommes de 18 à 29 ans vivant en couple et ayant des rapports sexuels ont eu en moyenne 9,1 rapports dans les 4 dernières semaines
 Sources : ACSF-1992, CSF-2006, CSF-2023 | Champ : Population de 18-69 ans ayant eux des rapports sexuels au cours des douze derniers mois et vivant en couple ou ayant un partenaire privilégié

Ces résultats interrogent sur la définition même d'un rapport sexuel, qui, si elle a pu évoluer au fil du temps, renvoie toujours majoritairement à un scénario qui comporte une pratique de pénétration vaginale ou anale. Ils sont aussi à mettre en perspective avec le développement d'autres formes d'expériences sexuelles que l'enquête donne à voir.

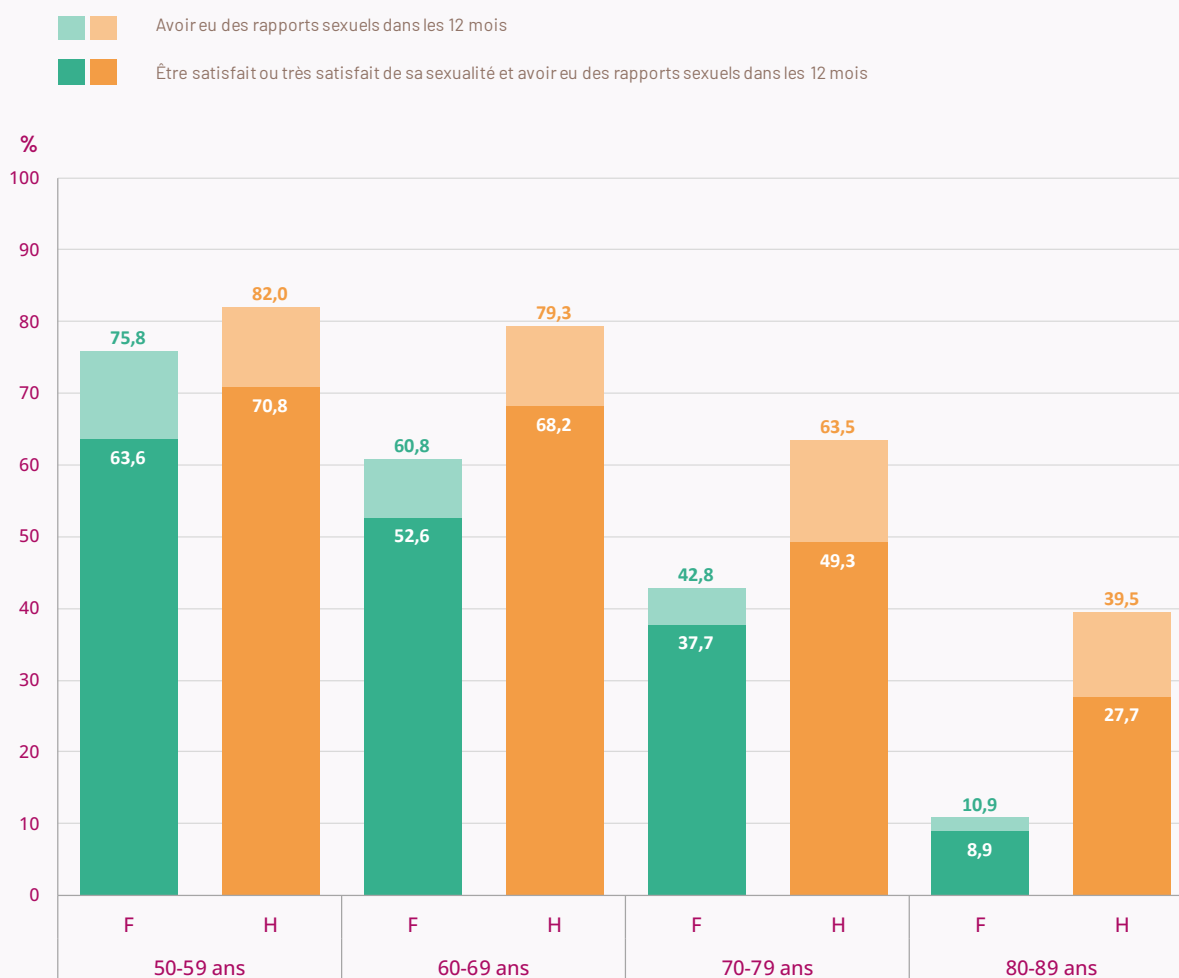
Ces tendances à la baisse, tant en ce qui concerne l'activité au cours des douze derniers mois que la fréquence des rapports sexuels au cours des 4 dernières semaines, se retrouvent également dans d'autres pays occidentaux, notamment au Royaume-Uni (Wellings *et al.*; 2019), en Allemagne (Beutel *et al.*; 2016) et aux États-Unis (Ueda *et al.*; 2020).

Une vie sexuelle qui se prolonge aux âges avancés

En 2023, 56,6 % des femmes et 73,8 % des hommes restent actifs sexuellement entre 50 et 89 ans

En 2023, 56,6 % des femmes et 73,8 % des hommes restent actifs sexuellement après 50 ans. L'absence d'activité sexuelle dans les 12 mois intervient plus tôt chez les femmes que les hommes. Une partie de ces différences s'explique par le fait d'être en couple au moment de l'enquête : chez les personnes en couple 77,2 % des femmes et 84,9 % des hommes ont eu une activité sexuelle dans les 12 mois. Par ailleurs, la différence entre hommes et femmes est moins marquée lorsque l'on tient compte de la satisfaction qui décline avec l'âge et plus rapidement chez les hommes que chez les femmes.

Activité sexuelle et satisfaction dans les 12 derniers mois chez les plus de 50 ans (%)



Lecture : En 2023, 82% des hommes de 50 à 59 ans ont eu des rapports sexuels dans les 12 derniers mois et 70,8 % d'entre eux ont déclaré que leur sexualité était satisfaisante ou très satisfaisante

Source : CSF-2023 | Champ : Population de 50-89 ans

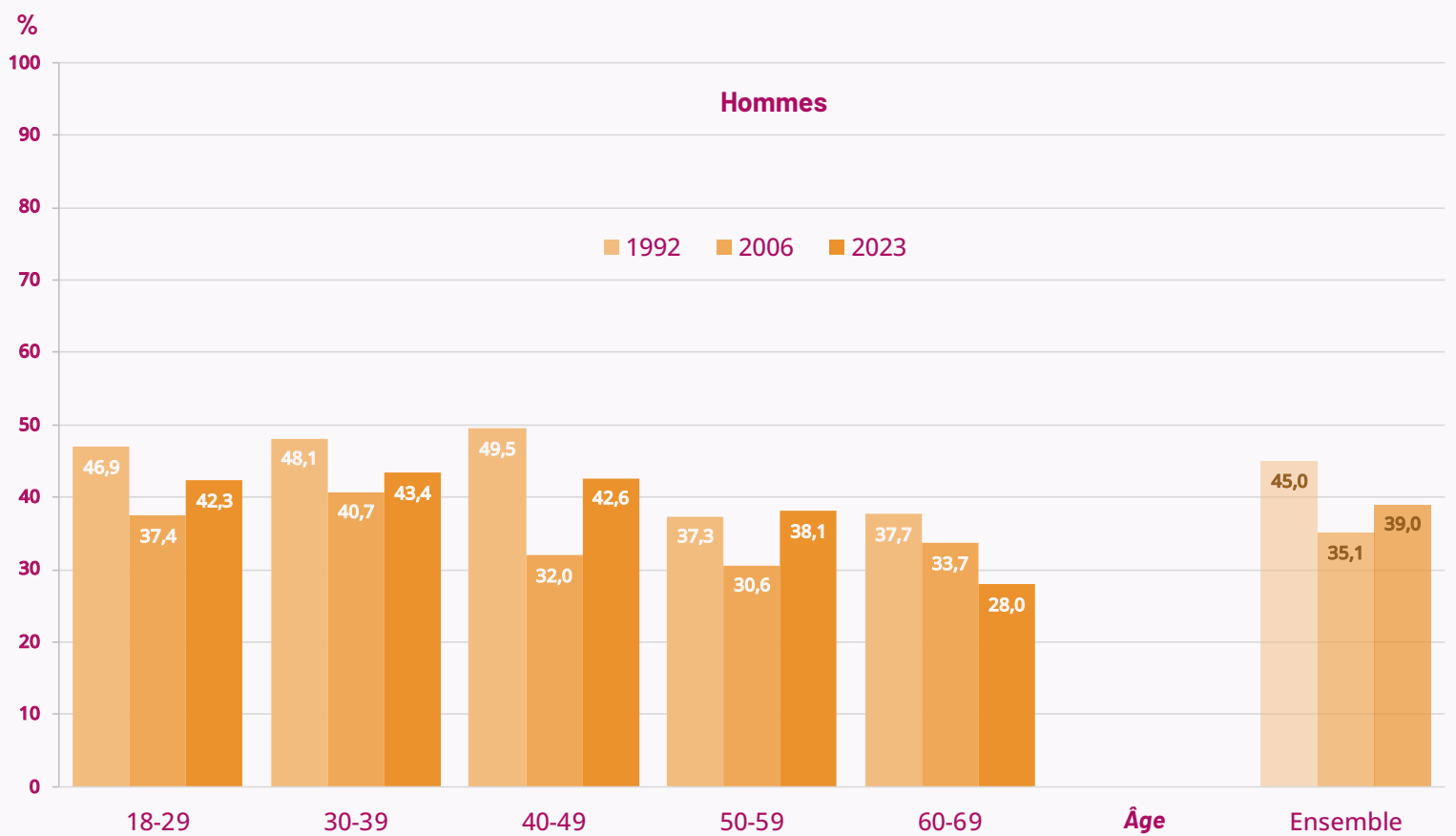
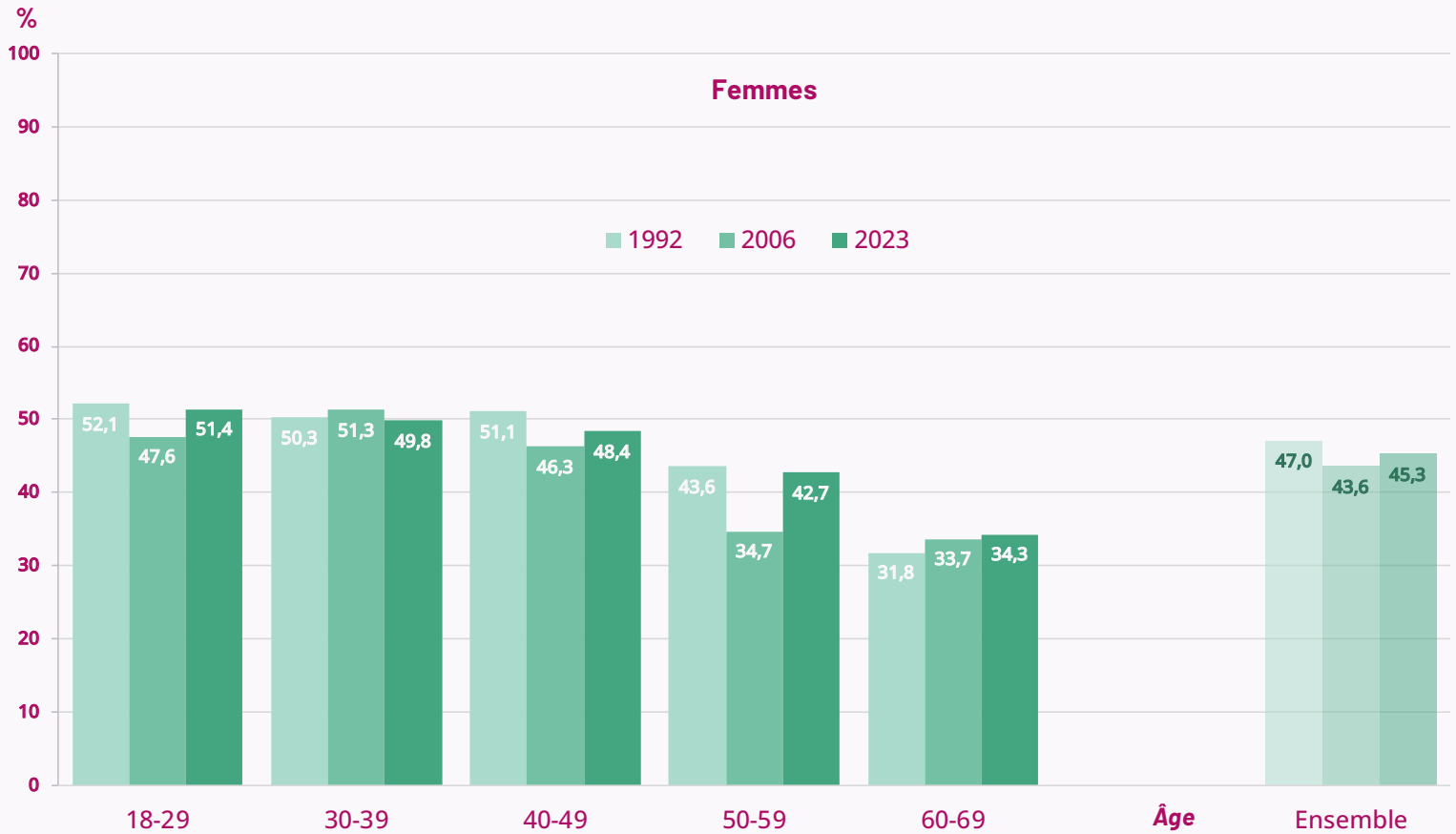
CSF

Légère augmentation de la satisfaction sexuelle

En 2023, 45,3 % des femmes et 39,0 % des hommes se déclarent très satisfait-es de leur vie sexuelle actuelle

La proportion des personnes se déclarant très satisfaites de leur vie sexuelle actuelle est restée relativement stable au fil du temps. Pour les femmes, la proportion s'établit à 47,0 % en 1992, 43,6 % en 2006 et 45,3 % en 2023. La satisfaction sexuelle des hommes a elle diminué, passant de 45,0 % en 1992 à 35,1 % en 2006, pour remonter à 39,0 % en 2023. La satisfaction sexuelle est plus élevée aujourd'hui, à tous les âges, qu'elle ne l'était en 2006 pour les deux sexes sauf entre 30 et 39 ans pour les femmes et après 60 ans pour les hommes.

Personne se déclarant très satisfaites de leur vie sexuelle actuelle (%)



Lecture : En 2023, 51,4 % des femmes et 42,3 % des hommes de 18 à 29 ans se déclarent très satisfait-es de leur vie sexuelle

Source : CSF-2023 | Champ : Population des 18-69 ans ayant eu des rapports sexuels dans les 12 derniers mois

2. Sexualités et santé sexuelle

Risques liés aux infections sexuellement transmissibles

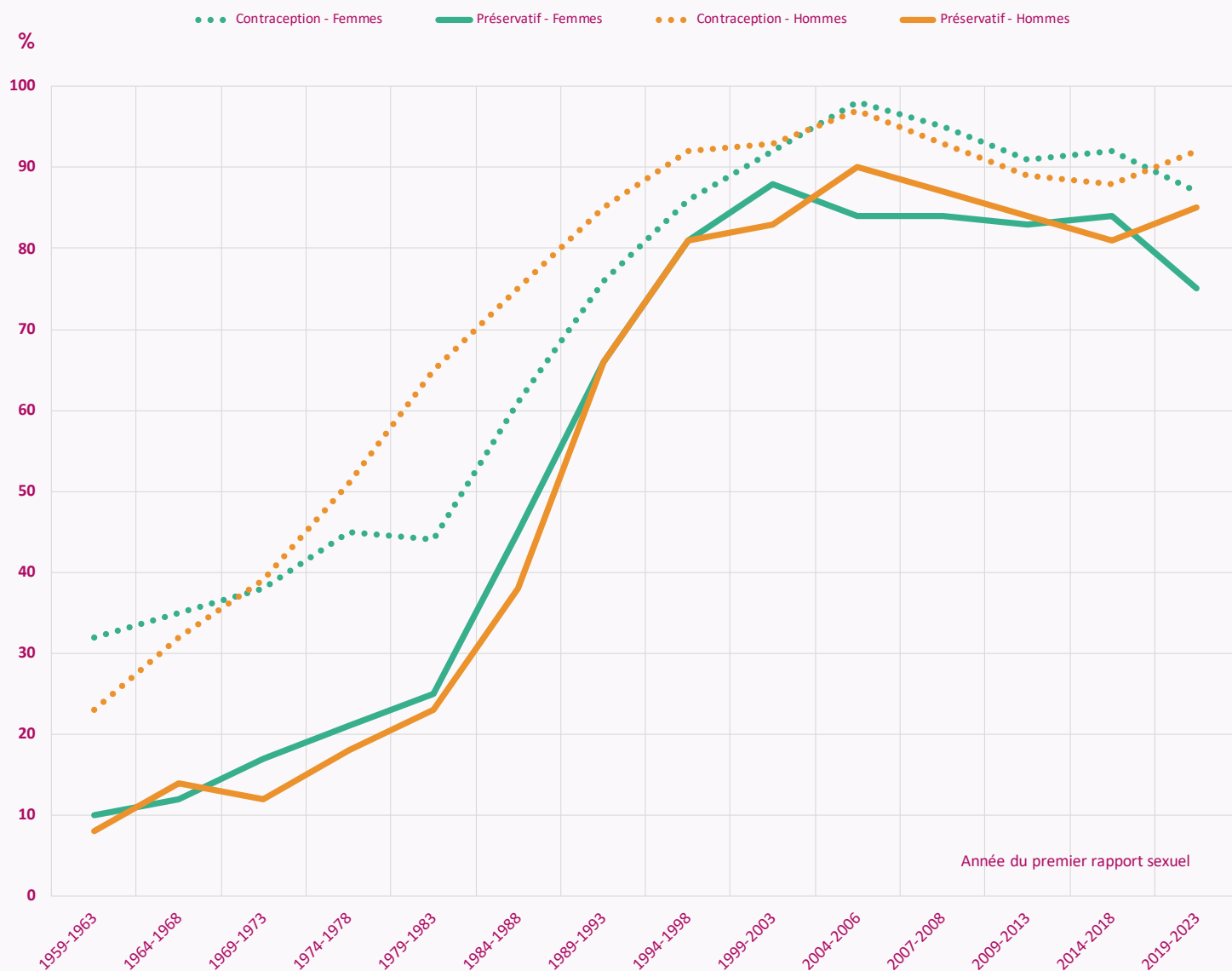
Une baisse de la prévention en début de vie sexuelle

En 2023, 75,2 % des femmes et 84,5 % des hommes utilisent un préservatif lors de leur premier rapport sexuel

Les résultats de l'enquête CSF-2023 montrent une forte augmentation de l'utilisation d'un moyen de contraception lors du premier rapport sexuel entre le début des années 1960 et le milieu des années 2000, passant de 31,8 % pour les femmes et 23,1 % pour les hommes en 1959-1963, avant la légalisation de la contraception en 1967, à 98,3 % pour les femmes et 97,1 % pour les hommes en 2004-2006. Après avoir atteint son maximum, l'utilisation de contraceptifs lors du premier rapport sexuel a diminué pour atteindre 87,2 % chez les femmes et 92,3 % chez les hommes qui ont commencé à avoir des rapports sexuels entre 2019 et 2023. Des tendances similaires sont observées pour l'usage du préservatif lors du premier rapport sexuel, bien qu'il ait augmenté de manière plus frappante au cours des années 1980 et 1990, lorsque des campagnes de prévention ont été déployées pour lutter contre la propagation de l'infection à VIH. Le pourcentage d'usage du préservatif lors du premier rapport sexuel a ensuite diminué pour atteindre 75,2 % chez les femmes et 84,5 % chez les hommes au cours de la période la plus récente.

Le recul de l'âge médian au premier rapport sexuel observé dans les années les plus récentes ne coïncide donc pas avec une plus grande protection des premiers rapports sexuels. La baisse récente de la prévention au premier rapport, qui pourrait contribuer à l'augmentation des taux d'IST signalée depuis le début des années 2000, interroge les politiques de prévention actuelles.

Utilisation d'une contraception et du préservatif selon l'âge au premier rapport sexuel

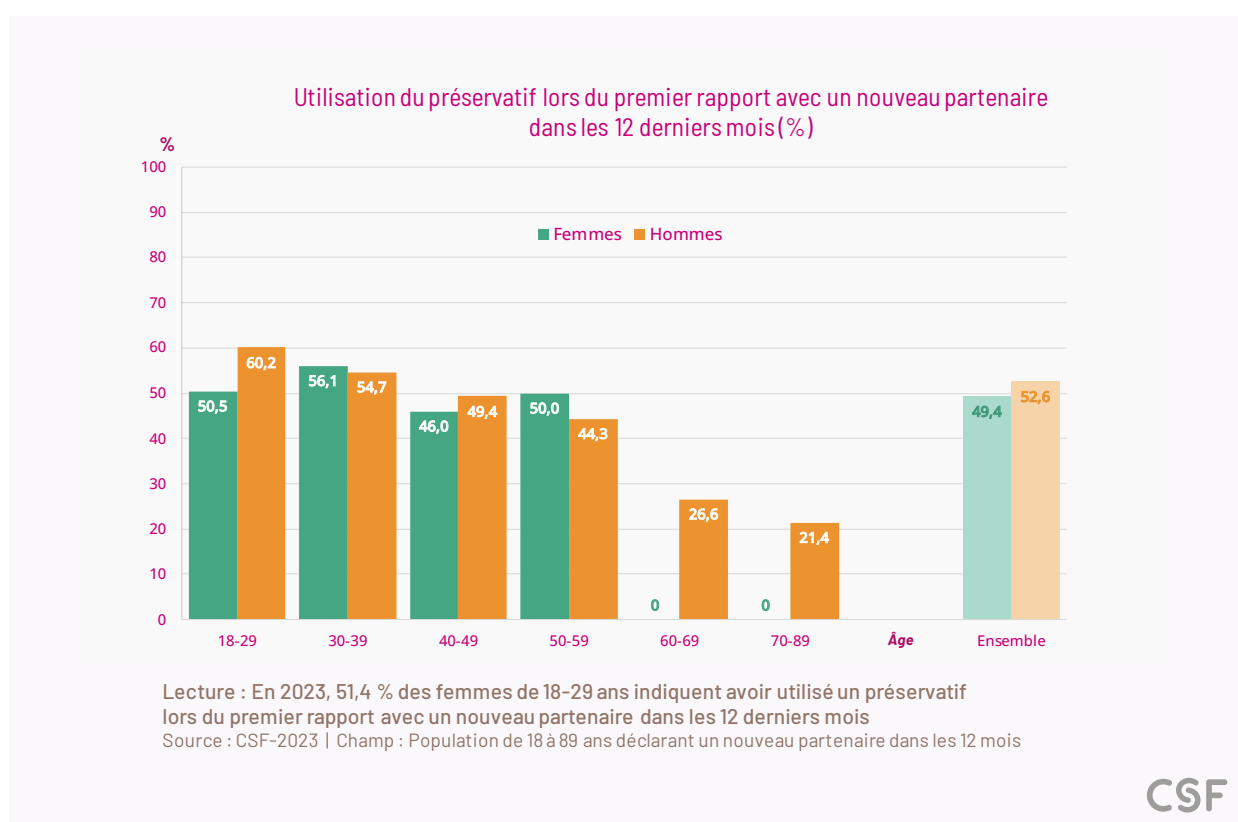


Lecture : Parmi les personnes ayant eu leur 1er rapport entre 2019 et 2023, 87% des femmes et 92% des hommes ont utilisé une contraception lors de ce 1er rapport
Sources : CSF-2006, CSF-2023 | Champ : Population des 18-89 ans ayant déjà eu un rapport sexuel

Une prévention limitée lors de nouvelles relations sexuelles

En 2023, 49,4 % des femmes et 52,6 % des hommes utilisent un préservatif lors de leur premier rapport sexuel avec un·e partenaire rencontré·e dans les derniers 12 mois

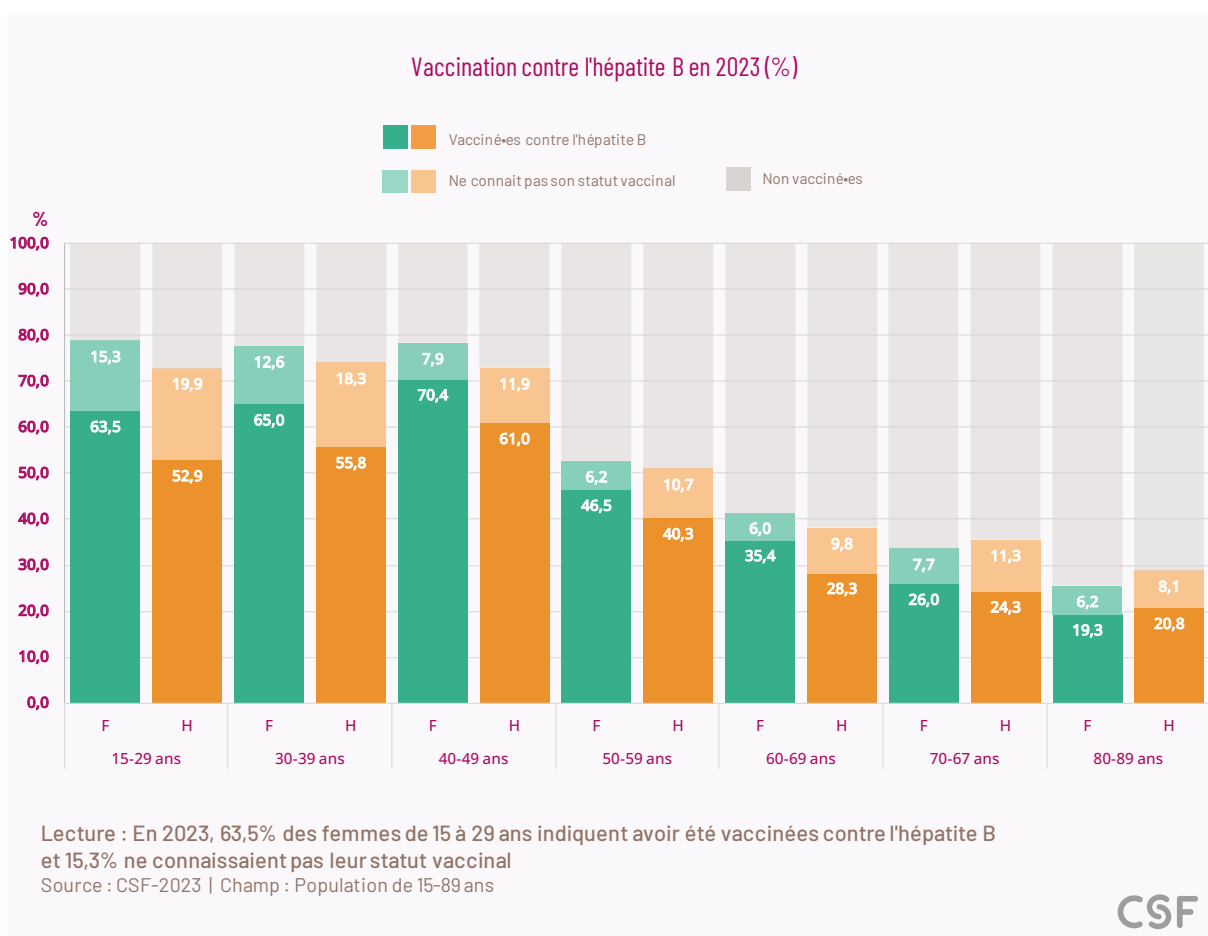
En 2023, 49,4 % des femmes et 52,6 % des hommes indiquent utiliser un préservatif au premier rapport avec un·e partenaire rencontré dans les 12 derniers mois. L'utilisation décline au-delà de 60 ans, ou seuls 25,0 % des hommes rapportent l'utilisation de préservatif avec un nouveau partenaire et 0 % de femmes (mais seules 19 ont un nouveau partenaire parmi les 69-89 ans).



Une couverture vaccinale insuffisante

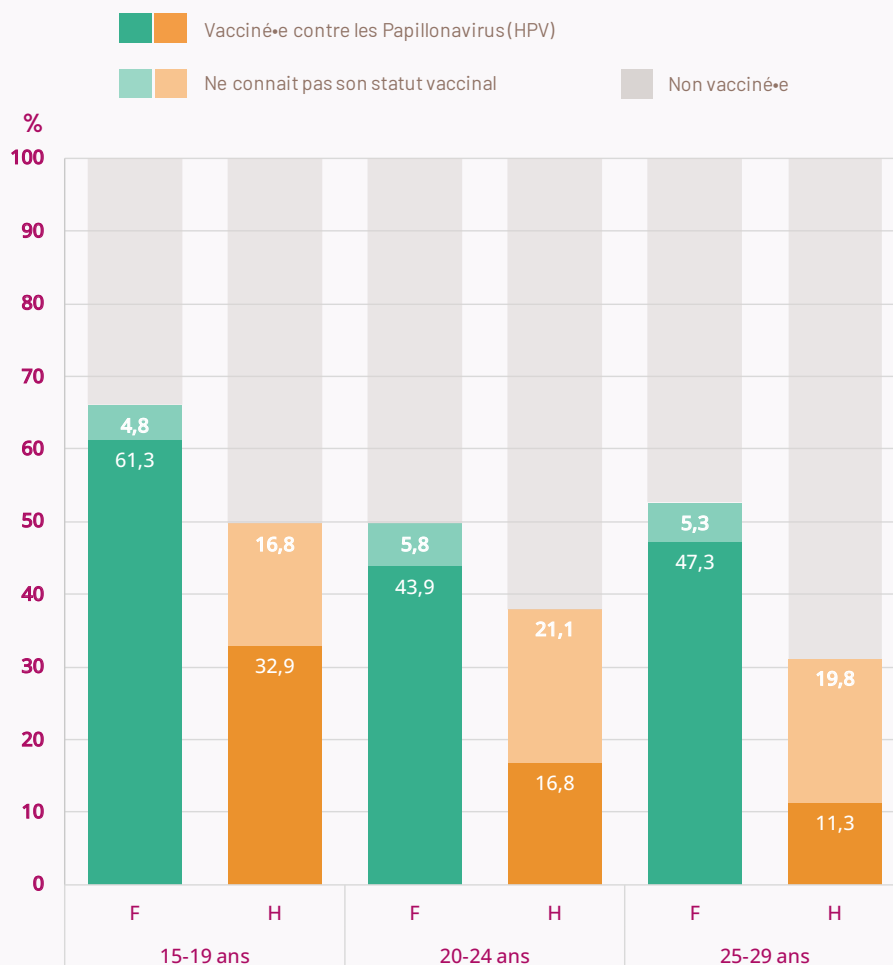
En 2023, 63,5 % des femmes et 52,9 % des hommes de 15-29 ans sont vaccinés contre l'hépatite B, tandis que 50,6 % des femmes et 20,2 % des hommes du même âge sont vaccinés contre les papillomavirus

En 2023, la couverture vaccinale envers les infections sexuellement transmissibles reste insuffisante, bien qu'elle progresse significativement chez les jeunes générations. Les hommes sont particulièrement moins vaccinés et moins bien informés de leur statut vaccinal que les femmes. La couverture vaccinale contre l'hépatite B atteint 63,5 % pour les femmes de 15-29 ans contre 52,9 % des hommes du même âge, sans compter les personnes ne connaissant pas leur statut vaccinal qui ont pu avoir été vaccinées. La couverture vaccinale chute de manière significative à partir de 50 ans, où moins de la moitié de la population est vaccinée contre l'hépatite B.



Concernant les papillomavirus, la couverture progresse également chez les jeunes, atteignant 61,3 % chez les jeunes femmes de 15-19 ans et 32,9 % des jeunes hommes du même âge. Toutefois, 16,8 % des jeunes hommes ne connaissent pas leur statut vaccinal et ont pu avoir été vaccinés.

Vaccination contre les papillomavirus (HPV) chez les personnes de 15 à 29 ans en 2023



Lecture : En 2023, 61,3 % des femmes de 15 à 19 ans indiquent avoir été vaccinés contre les papillomavirus et 4,8 % d'entre elles ne connaissent pas leur statut vaccinal
 Source : CSF-2023 | Champ : Population de 15-29 ans



Ces estimations sont en deçà des objectifs de la stratégie française de lutte contre le cancer lié au papillomavirus 2021-2030 qui préconise une couverture vaccinale contre le HPV de 80 %. La couverture en France reste également en deçà du niveau atteint dans nombre des pays européens, en dépit de progrès récents, appelant à poursuivre les campagnes nationales d'information et la vaccination en milieu scolaire, qui s'avère la stratégie la plus efficace pour atteindre les adolescent·es.

Prévalence des IST en population générale

En 2023, la prévalence de l'infection à Chlamydia est de 2,2 % chez les femmes de 18 à 29 ans et 1,9 % chez les hommes du même âge

En 2023, la prévalence des infections à Chlamydia Trachomatis est de 0,93 % chez les femmes ayant déjà eu un rapport sexuel et de 0,58 % chez les hommes. Ces prévalences sont comparables aux estimations de 2006 pour les femmes, mais en légère diminution (non significative) pour les hommes (0,9 % versus 1,6 % chez les 18-44 ans pour qui les données sont comparables). Au regard de la politique de dépistage systématique proposée aux moins de 26 ans, on note une prévalence faible chez les plus jeunes 18-25 ans (1,5 % pour les femmes et 1,6 %), tandis que la prévalence augmente substantiellement dans la tranche d'âge de 26-29 ans qui échappe au dépistage (7,9 % pour les femmes et 4,4 % pour les hommes). Par ailleurs, les personnes ayant plus d'un·e partenaire dans les 12 derniers mois ont un risque plus élevé que celles ne déclarant qu'un·e seul·e partenaire (1,5 % pour les femmes et 2,9 % pour les hommes de 18-59 ans).

Une seule infection à Neisseria Gonorrhoea a été détectée tandis que la prévalence des infections à Mycoplasma Genitalium a été estimée à 3,1 % et 1,3 % respectivement chez les femmes et les hommes de 18-59 ans, soit des prévalences comparables à celles observées dans d'autres pays européens.

Prévalence de l'infection à Chlamydia Trachomatis et Mycoplasma Genitalium chez les personnes de 18 à 59 ans en 2023 (%)

Âge	Chlamydia Trachomatis		Mycoplasma Genitalium	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
18-29 ans	2,2%	1,9%	2,6%	0,3%
30-39 ans	0,9%	0,3%	5,4%	3,4%
40-49 ans	0,6%	0,2%	3,8%	1,5%
50-59 ans	0,2%	0,0%	0,7%	0,3%
Ensemble	0,9%	0,6%	3,1%	1,3%

Lecture : En 2023, l'infection à Chlamydia Trachomatis a été détectée chez 2,2 % des femmes et 1,9 % des hommes de 18 à 29 ans

Source : CSF-2023 | Champ : Population de 18-59 ans ayant eu un rapport sexuel

CSF

Ces résultats permettent pour la première fois de disposer de données de prévalence des infections à Mycoplasma Genitalium en France. Dans un contexte actuel d'augmentation des infections à Chlamydia Trachomatis et à Neisseria Gonorrhoea au niveau européen et en France, ils tendent à montrer que ces augmentations ne concernent que des populations très exposées et non l'ensemble de la population.

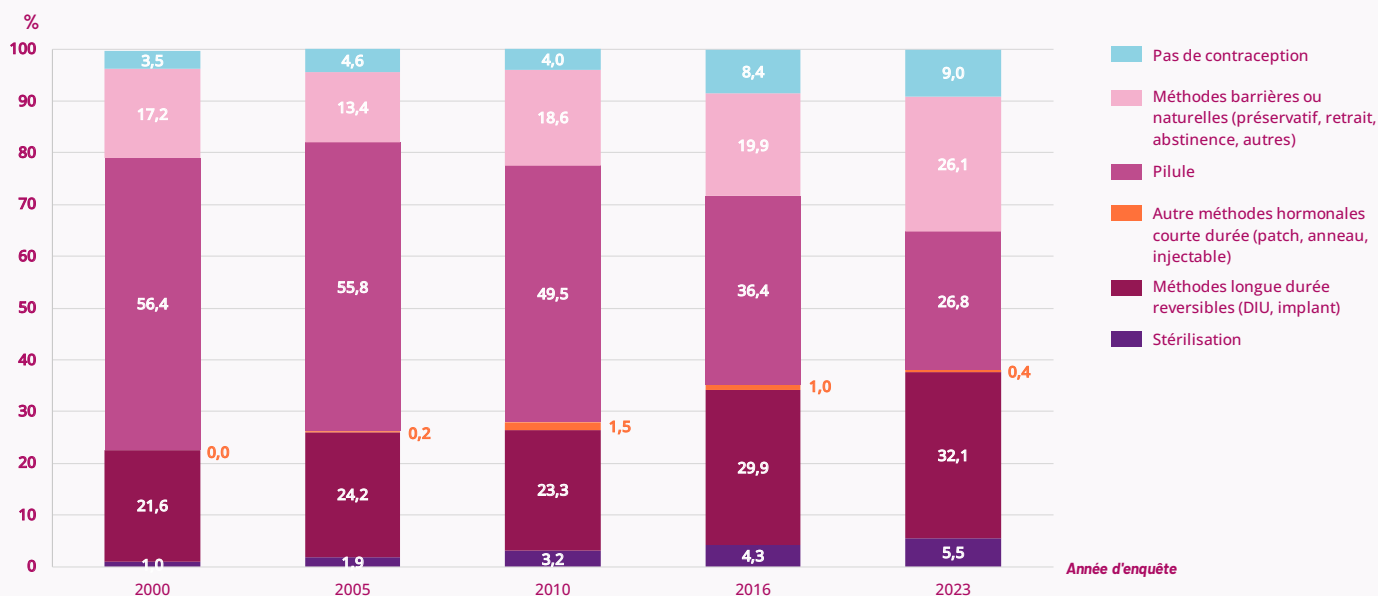
Risques liés aux grossesses non souhaitées

Un paysage contraceptif en mutation

En 2023, 91,0 % des femmes de 18 à 49 ans concernées ont recours à un moyen de contraception, le dispositif intra-utérin (DIU ou stérilet) devient la méthode la plus utilisée (27,7 %) suivi de la pilule (26,8 %) et du préservatif (18,6 %)

En 2023, parmi les femmes de 18-49 ans concernées (c'est à dire les femmes ayant eu des rapports hétérosexuels dans l'année, non enceintes, non stériles et qui ne souhaitent pas être enceinte), la couverture contraceptive reste stable depuis 2016 (c'est à dire depuis la dernière enquête du Baromètre Santé qui posait des questions sur le sujet), mais 9,0 % des femmes déclarent n'utiliser aucune méthode de contraception. La distribution des méthodes contraceptives évolue de manière significative, révélant une désaffection croissante envers la pilule depuis 2005. Cette tendance s'est intensifiée après la crise médiatique autour des pilules de 3ème et 4ème génération en 2012 et se poursuit en 2023. En 2005, plus de la moitié des femmes (55,8 %) recouraient à la pilule contraceptive, mais cette proportion a chuté à 36,4 % en 2016, puis à 26,8 % en 2023. Dans le même temps, les femmes utilisent plus souvent le dispositif intra-utérin (DIU ou stérilet), qui devient la méthode la plus utilisée en 2023 (27,7 %), ou le préservatif (18,6 %). Les autres méthodes barrières et naturelles (retrait, calcul des dates, ogino, diaphragme) représentent 7,5 % des pratiques en 2023. Le recours à l'implant reste marginal en 2023, avec 4,4 % d'utilisatrices.

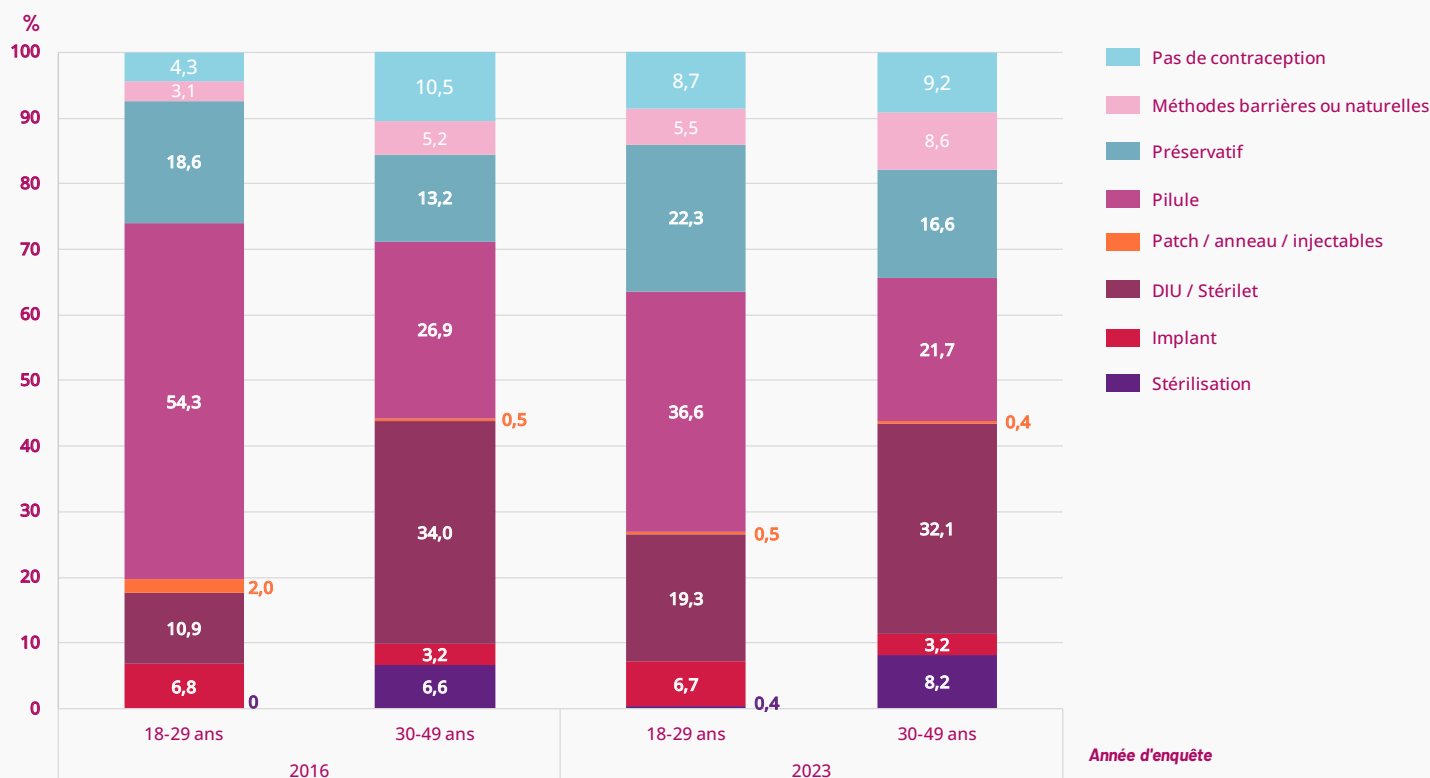
Évolution de l'utilisation des méthodes de contraception entre 2000 et 2023
parmi les femmes de 18 à 49 ans exposées à un risque de grossesse non prévue (%)



Lecture : En 2023, 32,1 % des femmes de 18 à 49 ans exposées à un risque de grossesse utilisent une méthode de contraception longue durée réversible comme le DIU (ou stérilet) ou l'implant
Source : Cocon 2000, Baromètre santé 2005-2016, Fecond 2010, CSF2023 | Champ : Femmes de 18 à 49 ans exposées au risque de grossesse
Notes : Les méthodes barrières ou naturelles incluent le retrait, la méthode Ogino ou du rythme, le diaphragme.
Les femmes concernées par la contraception sont celles qui ont eu un rapport hétérosexuel dans l'année, qui ne sont pas enceintes et ne souhaitent pas une grossesse au moment de l'enquête, et qui ne sont pas stériles.

Ces évolutions sont particulièrement prononcées chez les femmes de 18 à 29 ans concernées par la contraception. L'utilisation de la pilule a chuté de 17,7 points (de 54,3 % en 2016 à 36,6 % en 2023), mais reste la méthode la plus utilisée, tandis que le recours au DIU progresse de 8 points (de 10,9 % en 2016 à 19,3 % en 2023) et l'utilisation du préservatif augmente de 4 points (de 18,6 % en 2016 à 22,3 % en 2023). La proportion de femmes de 18-29 ans sans couverture double sur la période (4,3 % en 2016 vs 8,7 % en 2023), mais reste minoritaire. Chez les femmes de 30-49 ans concernées, la pilule chute de 5 points (de 26,9 % en 2016 à 21,7 % en 2023) tandis que le préservatif augmente de 3 points (de 13,2 % en 2016 à 16,6 % en 2023). Enfin, les adolescentes âgées de 15-17 ans utilisent principalement la pilule en 2023 (48,4 %), suivi du préservatif (30,0 %) et des méthodes naturelles (6,2 %), et 13,0 % d'entre elles n'ont pas de couverture contraceptive.

Évolution des méthodes contraceptives par groupe d'âge entre 2016 et 2023 parmi les femmes de 18 à 49 ans concernées par la contraception (%)



Lecture : En 2023, 36,6 % des femmes de 18 à 29 ans exposées à un risque de grossesse utilisent la pilule contre 54,3% en 2016

Sources : Baromètre Santé 2016 et CSF2023 | Champ : Femmes concernées par la contraception de 18 à 49 ans

Notes : Les méthodes barrières ou naturelles incluent le retrait, la méthode Ogino ou du rythme, le diaphragme.

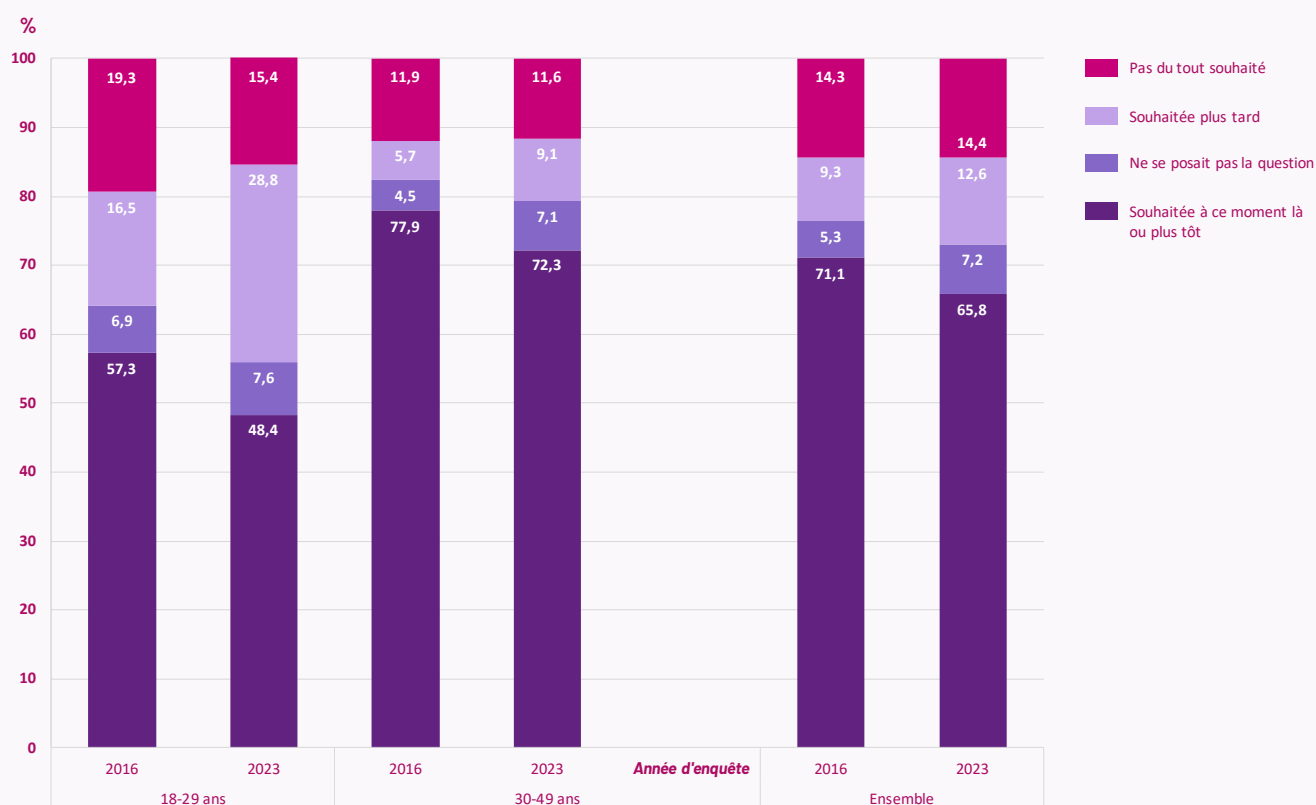
Les femmes concernées par la contraception sont celles qui ont eu un rapport hétérosexuel dans l'année, qui ne sont pas enceintes et ne souhaitent pas une grossesse au moment de l'enquête, et qui ne sont pas stériles.

Des grossesses non souhaitées en augmentation

En 2023, 34,7% des dernières grossesses survenues dans les 5 ans sont non souhaitées

En 2023, 12,8 % des femmes de 18 à 49 ans rapportent avoir eu une grossesse non souhaitée dans les 5 dernières années. C'est près de 4 points de plus qu'en 2016 (8,9 %), mais les différences de formulation des questions posées dans les enquêtes peuvent expliquer en partie les écarts observés. Cette augmentation se confirme toutefois, lorsqu'on retient une formulation commune d'une question portant sur la dernière grossesse dans les 5 ans, considérée comme non souhaitée (c'est à dire pas du tout ou plus tard ou ne se posait pas la question) dans 34,7 % des cas en 2023 versus 28,9 % en 2016. En 2023, 51,8 % des dernières grossesses survenues dans les 5 ans sont non souhaitées chez les jeunes femmes de 18 à 29 ans contre 27,8 % chez les 30-49 ans.

La dernière grossesse était-elle souhaitée ? (%)



Lecture : En 2016, 57,3% des femmes de 18 à 29 ans ayant eu une grossesse dans les 5 ans souhaitaient leur dernière grossesse au moment où elle est survenue ou plus tôt

Sources : Baromètre santé 2016, CSF-2023 | Champ : Femmes de 18 à 49 ans ayant eu une grossesse dans les 5 ans

CSF

Ces évolutions concordent avec les estimations nationales des interruptions volontaires de grossesse (IVG) fondées sur les données du système national des données de santé (SNDS), qui évaluent un taux annuel passant de 13,9 IVG pour 1 000 femmes en 2016 à 16,8 pour 1 000 femmes en 2023.


Pluralité sexuelle et de genre et santé

Les personnes ayant eu des rapports sexuels avec des personnes de même sexe et les personnes qui ont pensé à changer de genre sont exposées à des risques liés à la sexualité plus élevés, en particulier les violences sexuelles, qui contribuent à la dégradation de leur état de santé mentale.

Parmi les personnes ayant déjà eu des partenaires de même sexe, seule la moitié (56,1 % des femmes et 50,6 % des hommes) déclarent avoir utilisé un préservatif lors du premier rapport sexuel avec un nouveau partenaire rencontré dans l'année. De plus, ces personnes présentent une prévalence d'IST plus élevée que la population générale, atteignant 1,4 % pour les femmes et 2,4 % pour les hommes de 18-59 ans.

Préservatif lors du 1er rapport avec un nouveau partenaire dans les 12 derniers mois	Femmes	Hommes
18-29 ans	51,9%	54,2%
30-89 ans	60,9%	47,8%
Ensemble	56,1%	50,6%
Infection à Chlamydia Trachomatis (18-59 ans)	1,4%	2,4%
Violences sexuelles (tentatives de rapports forcés ou rapports forcés)(18-89 ans)	53,1%	29,5%

Lecture : En 2023, 56,1 % des femmes et 50,6 % des hommes de 18 à 89 ans (ayant déjà eu des partenaires de même sexe) déclarent avoir utilisé un préservatif lors du premier rapport sexuel avec un nouveau partenaire rencontré dans l'année
Source : CSF-2023 | Champ : Population de 18-89 ans / Population de 18-59 ans pour l'infection à Chlamydia Trachomatis



Les déclarations de violences sexuelles (rapports forcés ou des tentatives de rapports forcés) sont très élevées parmi les personnes ayant déclaré des partenaires de même sexe : 53,1 % des femmes et 29,5 % des hommes. Ces expériences expliquent en partie la dégradation de leur état de santé mentale par rapport aux personnes hétérosexuelles (35,9 % des femmes de 18-89 ans ayant déclaré des partenaires de même sexe ont un indicateur de santé mentale associé à une dépression modérée ou sévère, contre 21,0% pour les femmes ayant déclaré uniquement des partenaires hommes. Les tendances sont les mêmes pour les hommes (23,4 % contre 13,1 %).

Les personnes ayant pensé à changer de genre ont également été victimes de violences sexuelles dans des proportions beaucoup plus importantes que les personnes qui n'y ont jamais pensé (43,1 % contre 17,2 %). Elles rapportent beaucoup plus souvent un état de santé mentale associé à une dépression modérée ou sévère (43,7 % contre 17,8 %)

Démédicalisation de la santé sexuelle : opportunités et défis du recours au numérique

En 2023, le numérique représente une source d'information pour 75,0 % des femmes et 69,7 % des hommes, mais une minorité est favorable à l'accès à des soins de santé sexuelle en ligne

L'autonomisation des individus vis-à-vis de la gestion de leur santé sexuelle et reproductive s'inscrit dans une dynamique de promotion des pratiques d'auto-soins, préconisée par l'OMS pour élargir l'accès et garantir la continuité des soins dans le respect des normes de qualité. Les pratiques d'auto-soins désignent la capacité des personnes à s'informer, prévenir et faire face à la maladie et au handicap sans l'accompagnement d'un prestataire de soins. L'expansion des plateformes numériques contribue à accélérer ce processus de "démédicalisation", offrant une abondance d'informations et l'accès à des outils d'auto-dépistage, de prévention et de traitement des IST/VIH, des grossesses non prévues, des dysfonctions, ou des symptômes de la ménopause.

La recherche CSF-2023 montre que le numérique représente aujourd'hui une source d'information essentielle, puisque 75,0 % des femmes et 69,7 % des hommes recherchent des informations en ligne, avec des différences générationnelles marquées en faveur des plus jeunes.

La recherche CSF-2023 montre toutefois que l'acceptation sociale des soins de santé sexuelle et reproductive (avortement, contraception, traitement IST etc) en ligne sans prescription médicale reste modeste. Elle s'échelonne de 10,1 % pour l'avortement médicamenteux et 23,2 % pour la prophylaxie préexposition du VIH (Prep). Cette acceptabilité augmente toutefois chez les personnes qui font face à des pratiques ou à des événements stigmatisants, tels que les hommes ayant des rapports avec des hommes ou les personnes qui ont subi des violences sexuelles, sans doute en raison du caractère confidentiel des consultations en ligne.

Ces résultats invitent à des actions ciblées pour combler le fossé numérique et améliorer la qualité des services de santé sexuelle et reproductive en ligne. Il importe aussi de promouvoir des solutions alternatives, tel que l'accès sans prescription en pharmacie, comme proposé dans nombre de pays pour la pilule contraceptive, pour répondre aux besoins d'auto-soins en santé sexuelle.

Vue d'ensemble

La nouvelle recherche de l'Inserm sur les sexualités et la santé sexuelle de 2023 donne à voir des évolutions qui s'inscrivent pour la plupart dans les tendances mises en évidence depuis plusieurs décennies. Des changements majeurs sont toutefois observés depuis le début du XXI^{ème} siècle, notamment pour les femmes, dans un contexte de renforcement de leur autonomie sociale et économique, de diffusion de la norme d'égalité entre les sexes et les sexualités, ou encore de poursuite de la transformation des structures familiales. Ces évolutions s'inscrivent également dans un contexte législatif qui a fortement évolué ces dernières années. La loi de 2013 sur le mariage pour les couples de même sexe ou la loi sur les techniques de procréation assistée pour les couples de femmes et les femmes seules (2021) ont contribué à réduire la discrimination institutionnelle à l'encontre des personnes qui ont des partenaires de même sexe dans leur accès au mariage et à la parentalité.

Les premiers résultats éclairent ce que l'on pourrait qualifier de « paradoxe contemporain de la sexualité ». Ce paradoxe se caractérise par une plus grande diversité en même temps qu'une moindre intensité de l'activité sexuelle avec un·e partenaire. La diversification de l'activité sexuelle est visible à travers l'augmentation du nombre de partenaires de sexe opposé ou de même sexe, la prolongation de l'activité sexuelle aux âges avancés, ou l'extension des répertoires sexuels, notamment la masturbation. Elle n'est pas nouvelle mais elle s'est accentuée ces dernières années, en particulier chez les femmes. Parallèlement, les personnes déclarent moins souvent qu'en 2006 avoir eu des rapports sexuels dans les douze derniers mois, surtout celles qui ne sont pas en couple, et la fréquence des rapports sexuels au cours des quatre dernières semaines a diminué chez les personnes en couple et non en couple. Ces tendances sont également observées dans d'autres pays (Allemagne, États-Unis, Finlande, Japon, Royaume-Uni).

Les ressorts de ces tendances sont multiples. Il faut tout d'abord souligner que les femmes et les hommes de moins de 69 ans en France sont moins susceptibles de vivre en couple aujourd'hui qu'au cours des décennies précédentes (Rault et Réigner-Loillier 2015). Les périodes sans partenaire stable sont donc plus nombreuses en 2023 que par le passé. Le développement de la sexualité dans les espaces numériques contribue lui aussi, en particulier chez les plus jeunes, à transformer l'expérience de la sexualité, qui n'est plus uniquement vécue dans l'espace physique mais aussi dans l'espace numérique. Enfin, d'autres travaux montrent que la pandémie de Covid-19, et en particulier les périodes de confinements, a contribué à altérer sur le long terme la santé mentale notamment des plus jeunes (Hazo et Costemalle 2021), ce qui a pu modifier leurs attentes en matière de sexualité.

L'évolution observée s'inscrit de plus dans un contexte de remise en question de la disponibilité sexuelle des femmes. Les résultats montrent en effet une diminution chez ces dernières, depuis 2006, de la fréquence des rapports sexuels acceptés pour faire plaisir à son ou sa partenaire sans en avoir vraiment envie soi-même. Et il semble que l'absence d'activité sexuelle soit vécue de manière moins problématique qu'autrefois chez les plus jeunes. De même, l'idée selon laquelle les hommes auraient "par nature" des besoins sexuels plus importants

que les femmes, qui était majoritaire en 2006, ne l'est plus en 2023. Ces changements ne semblent pas affecter la satisfaction sexuelle des femmes et des hommes, qui rapportent toujours aussi souvent être très satisfait·es de leur vie sexuelle qu'en 2006.

L'enquête CSF-2023 atteste aussi de la remise en question de plus en plus marquée de la norme hétérosexuelle dans les représentations et dans les pratiques. L'acceptation sociale des sexualités non hétérosexuelles est bien plus forte qu'auparavant, même s'il existe encore des résistances marquées, et, bien que les discriminations à l'encontre des personnes qui ont des partenaires de même sexe et plus encore des personnes trans soient encore fréquentes et présentent des effets délétères sur la santé mentale de ces populations. Par ailleurs, la proportion de personnes qui s'engagent dans une sexualité non exclusivement hétérosexuelle augmente très nettement. Les femmes rapportent pour la première fois en 2023 plus d'expériences avec des personnes de même sexe que les hommes. Si l'on retient un indicateur global d'orientation sexuelle (attirance et/ou pratique et/ou identité), c'est une proportion significative de la population qui déclare n'être pas strictement hétérosexuelle, ce phénomène étant particulièrement remarquable chez les jeunes femmes. Dans un contexte social marqué par une diffusion croissante des idées féministes, ces jeunes femmes semblent s'orienter de plus en plus vers d'autres trajectoires sexuelles dans lesquelles les violences et inégalités sont moins prégnantes.

Les résultats de la recherche CSF-2023 suggèrent que ce sont finalement les contours de la sexualité qui évoluent, la sexualité hétéro-pénétrative cédant progressivement la place à une sexualité plus diversifiée en termes de pratiques, moins axée sur la pénétration vaginale, s'exerçant plus souvent qu'avant dans les espaces numériques, et surtout moins fréquente mais plus souvent désirée.

Ce dernier point peut être mis en regard avec l'augmentation continue des déclarations de violences sexuelles, une tendance qui a commencé bien avant le mouvement #MeToo. La mobilisation sociale croissante contre toutes les formes de violences sexuelles a modifié les cadres normatifs du consentement sexuel. La hausse des déclarations reflète donc à la fois la prise en compte par les enquêté·es d'événements qui n'étaient pas considérés auparavant comme des violences ainsi qu'une plus grande capacité à les dénoncer. Les résultats de cette nouvelle enquête dressent cependant un tableau de l'ampleur de ces violences qui demeure inquiétant, et les chiffres portant sur les générations les plus jeunes attestent du caractère toujours très prégnant du phénomène.

L'enquête montre enfin que la transidentité et la remise en cause de la binarité de genre demeurent stigmatisées, bien plus que l'homosexualité, et les personnes qui ont déjà pensé à changé de genre ont un état de santé mentale bien moins bons que les autres. L'acceptation sociale des personnes trans et non-binaires évolue cependant, comme en attestent les attitudes plus favorables des jeunes générations à leur égard. C'est aussi parmi les tranches d'âge les plus jeunes que l'on trouve le plus de personnes ayant déjà pensé à changer de genre à un moment dans leur vie. Ces résultats indiquent une réflexivité croissante des individus vis-à-vis de leur propre genre, qui n'est plus vécu sur le mode de l'évidence biologique.

Même si les inégalités de genre restent marquées de l'entrée dans la sexualité jusqu'aux âges les plus avancés, et si les discriminations à l'encontre des personnes qui ont des partenaires

de même sexe et des personnes trans restent fréquentes, les évolutions mises au jour par l'enquête de 2023 témoignent globalement d'une tendance croissante à l'égalité entre les sexes et entre les sexualités dans la société française.

Les résultats mettent aussi en lumière les enjeux liés à la prévention des risques associés à la sexualité. L'utilisation du préservatif lors du premier rapport enregistre une baisse au cours de ces dernières années et la protection observée lors d'un premier rapport avec un nouveau partenaire reste très en deçà des recommandations de la stratégie nationale de santé sexuelle. Par ailleurs, la couverture vaccinale pour l'hépatite B et les papillomavirus (HPV) reste faible, en particulier chez les hommes. Bien que la couverture contraceptive soit globalement très élevée, le type de méthodes utilisées évolue considérablement. Les résultats confirment une désaffection pour la pilule observée depuis 2005, qui s'est intensifiée après la crise médiatique de 2012, en particulier chez les jeunes, qui se tournent davantage vers le dispositif intra-utérin (DIU) et le préservatif, même si la pilule reste la méthode la plus utilisée dans ce groupe d'âge. Si l'on considère la population des femmes de 18-49 ans, c'est le DIU qui devient la méthode la plus utilisée en 2023. Dans le même temps, les méthodes non-médicalisées progressent et une femme sur 10 reste sans protection contraceptive. L'enquête indique d'ailleurs une augmentation des grossesses non souhaitées chez les jeunes femmes, ce qui renvoie à l'augmentation de l'incidence des interruptions volontaires de grossesse observée depuis 2016. Ces résultats invitent à reconsidérer les programmes de prévention des IST et des grossesses non souhaitées, tout en intégrant les outils numériques qui peuvent contribuer à élargir l'accès aux soins, à condition d'adhérer aux mêmes standards de qualité que les autres sources de soins. La numérisation de la santé sexuelle s'inscrit dans un enjeu plus large de démedicalisation de la santé sexuelle en France, qui en est encore à ses débuts, contrairement aux politiques mises en œuvre dans d'autres pays comme l'Angleterre ou les États-Unis.

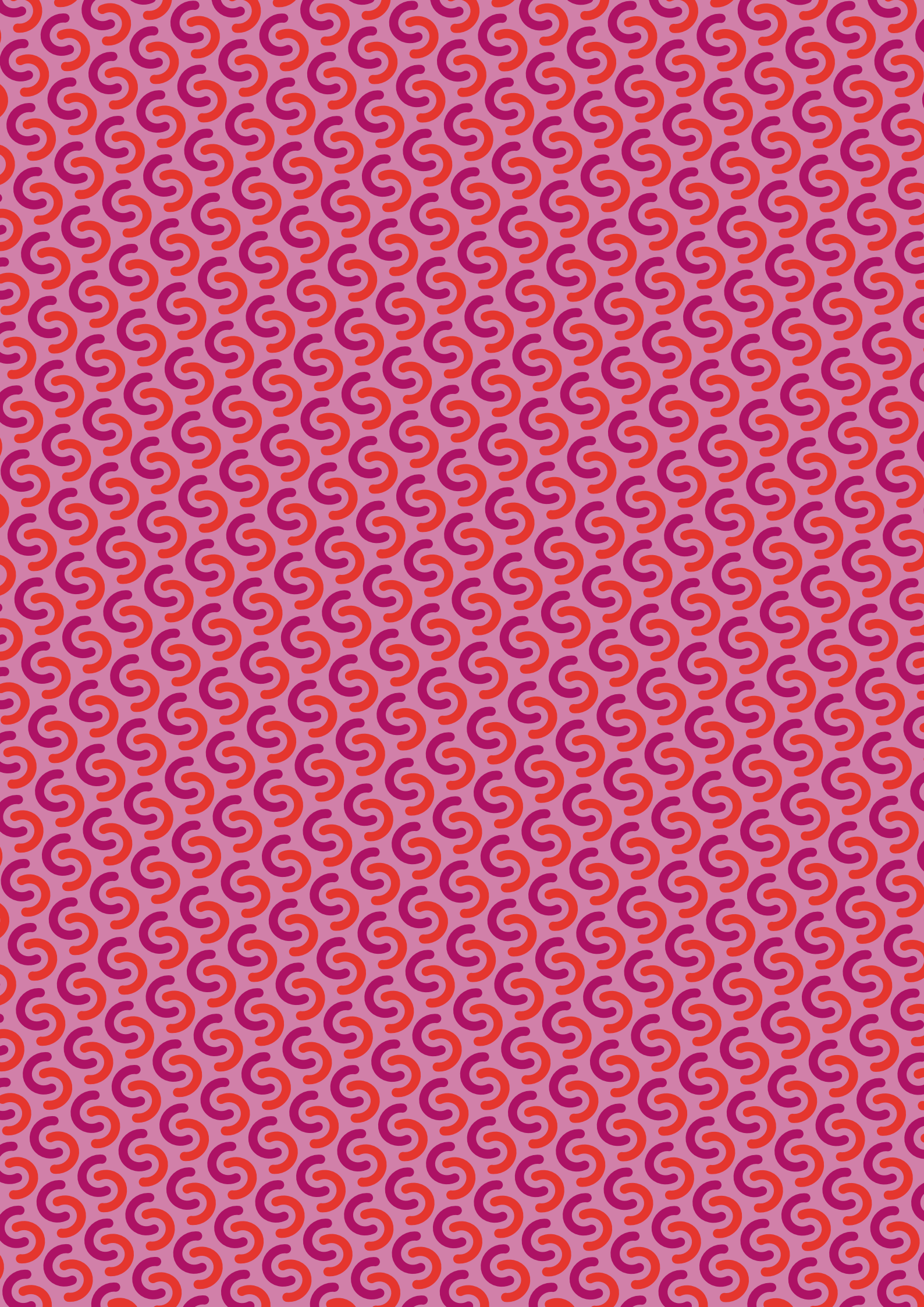
* * *

De nombreuses analyses sont en cours, qui permettent d'approfondir les résultats présentés ici, en tenant compte des caractéristiques sociales détaillées des personnes. Les analyses en cours portent également sur les parcours affectifs et sexuels, le recours à la pornographie, les échanges sexuels rémunérés, les normes et représentations de la sexualité, le féminisme et la sexualité, la sexualité aux âges avancés, le consentement, les liens entre sexualité et maladies, les pratiques de prévention, les violences médicales, etc. Ces analyses portent sur la France hexagonale mais également sur les territoires ultra-marins (Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion). Elles donneront lieu à des comparaisons internationales avec les pays qui ont réalisé le même type d'enquête basées sur le protocole de l'OMS, comme le Canada ou l'Angleterre.

Des résultats seront publiés au début de l'année 2025 dans un numéro spécial de la revue *Perspectives on Sexual and Reproductive Health* et des analyses approfondies seront présentées dans un ouvrage à paraître en 2026 aux éditions La Découverte.

Références

- Bajos Nathalie, Bozon Michel, Ferrand Alexis, Giami Alain et Spira Alfred,** 1998, *“La sexualité aux temps du sida”*, Paris, PUF, Collection Sociologie d’aujourd’hui.
- Bajos Nathalie et Bozon Michel (Eds),** *“Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé”*. Éditions La Découverte, 2008
- Beutel ME, Burghardt J, Tibubos AN, Klein EM, Schmutzer G, Brähler E.** Declining Sexual Activity and Desire in Men-Findings From Representative German Surveys, 2005 and 2016. *J Sex Med.* 2018 May;15(5):750-756.
- Hansen BT, Kjaer SK, Arnheim-Dahlström L, Liaw KL, Juul KE, Thomsen LT, Frederiksen K, Elfström KM, Munk C, Nygård M.** Age at first intercourse, number of partners and sexually transmitted infection prevalence among Danish, Norwegian and Swedish women: estimates and trends from nationally representative cross-sectional surveys of more than 100 000 women. *Acta Obstet Gynecol Scand.* 2020 Feb;99(2):175-185.
- Hazo Jean-Baptiste, Costemalle Vianney, en collaboration avec l’équipe EpiCov,** « Confinement du printemps 2020 : une hausse des syndromes dépressifs, surtout chez les 15-24 ans. Résultats issus de la 1^{re} vague de l’enquête EpiCov et comparaison avec les enquêtes de santé européennes (EHIS) de 2014 et 2019 », *Études et Résultats*, n° 1185, mars 2021. <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2021-03/ER1185.pdf>
- Mori, C., Cooke, J.E., Temple, J.R. et al.** The Prevalence of Sexting Behaviors Among Emerging Adults: A Meta-Analysis. *Arch Sex Behav* 49, 1103–1119 (2020)
- Rault Wilfried, Regnier-Loilier Arnaud.** La première vie en couple. Évolutions récentes. *Population et Sociétés* n°521, 2015.
- Simon Pierre, Gondonneau Jean., Mironer Lucien. et Dourlen-Rollier Anne-Marie.,** *“Rapport sur le comportement sexuel des Français”*, Paris Julliard et Charron, 1972
- Spira Alfred, Bajos Nathalie et le groupe ACSF:** *“Les comportements sexuels en France”*, La Documentation française, Paris, 1993.
- Twenge JM, Sherman RA, Wells BE.** Declines in Sexual Frequency among American Adults, 1989-2014. *Arch Sex Behav.* 2017 Nov;46(8):2389-2401.
- Ueda P, Mercer CH, Ghaznavi C, Herbenick D.** Trends in Frequency of Sexual Activity and Number of Sexual Partners Among Adults Aged 18 to 44 Years in the US, 2000-2018. *JAMA Netw Open.* 2020 June 1;3(6):e203833.
- Wellings K, Palmer MJ, Machiyama K, Slaymaker E. Changes in, and factors associated with, frequency of sex in Britain: evidence from three National Surveys of Sexual Attitudes and Lifestyles (Natsal).** *BMJ.* 2019 May 7;365:l1525.



CSF

Contexte
des Sexualités
en France

Premiers résultats
de l'enquête CSF-2023
Inserm-ANRS-MIE

13 novembre 2024

